

## Offre Publique d'Acquisition

de

### Constantia Flexibles GmbH, Vienne, Autriche

pour toutes les actions nominatives en mains du public d'une  
valeur nominale de CHF 1.00 chacune

de

### Aluflexpack AG, Reinach (AG), Suisse

<b>Prix de l'Offre :</b>	<p>Constantia Flexibles GmbH, Vienne, Autriche (l'"<b>Offrante</b>" ou "<b>Constantia</b>") offre CHF 15.00 nets en espèces (le "<b>Prix de Base</b>") par action nominative d'Aluflexpack SA (la "<b>Société</b>" ou "<b>AFP</b>") d'une valeur nominale de CHF 1.00 chacune (les "<b>Actions AFP</b>", et chacune individuellement une "<b>Action AFP</b>"), étant entendu que si le prix d'achat payable par Action AFP en vertu du contrat d'achat d'actions conclu entre l'Offrante, d'une part, et Montana Tech Components SA et Xoris GmbH (ensemble, les "<b>Venderesses</b>", et chacune une "<b>Venderesse</b>"), d'autre part, portant sur l'acquisition de 9'803'167 Actions AFP, correspondant, à la date de l'annonce préalable, à 56.67% du capital-actions d'AFP (le "<b>Contrat d'achat d'actions</b>", et ce prix le "<b>Prix du Contrat</b>"), doit être augmenté selon les termes du Contrat d'achat d'actions jusqu'à un montant maximal de CHF 18.75 par Action AFP en raison de l'issue de la procédure réglementaire, le prix de l'offre augmentera en conséquence au maximum jusqu'à un prix de CHF 18.75 par Action AFP pour égaliser ce prix plus élevé payable en vertu du Contrat d'achat d'actions (dans chaque cas, le "<b>Prix de l'Offre</b>"). Cf. la section A3 (<i>Prix de l'Offre</i>) ci-dessous pour plus de détails.</p> <p>Le Prix de l'Offre (tel que calculé conformément à la section A3 (<i>Prix de l'Offre</i>) ci-dessous) sera réduit du montant brut de tout effet dilutif affectant les Actions AFP avant l'exécution de l'Offre (l'"<b>Exécution</b>", et la date de cette exécution, la "<b>Date d'Exécution</b>"). Sont notamment considérés comme effets dilutifs, les paiements de dividendes et autres distributions ouvertes ou occultes de toute nature, les scissions par division ou par séparation, les regroupements d'entreprises et transactions similaires, la cession d'actifs en dessous ou l'acquisition d'actifs en dessus de leur valeur de marché, les augmentations de capital et la vente d'actions propres à un prix d'émission</p>
--------------------------	---

	ou de vente par Action AFP inférieur au Prix de l'Offre (tel que calculé conformément à la section A3 ( <i>Prix de l'Offre</i> ) ci-dessous), l'achat d'Actions AFP par la Société ou l'une de ses filiales (chaque filiale directe ou indirecte de la Société ou de l'Offrante ci-après une " <b>Filiale</b> "; la Société avec ses Filiales, le " <b>Groupe AFP</b> " et l'Offrante avec ses sociétés mères directes et indirectes et ses Filiales, le " <b>Groupe Offrant</b> ") à un prix d'achat supérieur au Prix de l'Offre (tel que calculé conformément à la section A3 ( <i>Prix de l'Offre</i> ) ci-dessous), l'émission par la Société ou l'une de ses Filiales d'options, de bons d'options ( <i>warrants</i> ), de titres convertibles ou d'autres droits d'acquérir des Actions AFP ou d'autres titres de participation de la Société, ainsi que toutes formes de remboursement de capital, étant entendu que tout paiement ou l'émission d'Actions AFP au titre de plans de participation existants de la Société, et dans la mesure permise par la Convention de Transaction, ne constituent pas des effets dilutifs aux fins de l'Offre.
<b>Période d'Offre :</b>	Du 17 avril 2024 au 16 mai 2024, 16:00 heures, heure d'été d'Europe centrale (HAEC) (sous réserve d'une prolongation de la Période d'Offre).
<b>Conseiller financier :</b>	Jefferies GmbH, Francfort-sur-le-Main (" <b>Jefferies</b> ")
<b>Banque mandatée :</b>	Banque Cantonale de Zurich, Zurich (" <b>ZKB</b> ")

Actions nominatives d'Aluflexpack SA **non apportées** (première ligne de négoce)

Numéro de valeur :	ISIN :	Symbole de valeur :
45322689	CH0453226893	AFP

Actions nominatives d'Aluflexpack SA **apportées** (deuxième ligne de négoce)

Numéro de valeur :	ISIN :	Symbole de valeur :
133660914	CH1336609149	AFPF

Prospectus d'offre du 2 avril 2024 ("**Prospectus d'Offre**")

## Restrictions à l'Offre

### En général

L'offre publique d'acquisition faisant l'objet du présent Prospectus d'Offre ("**l'Offre**") n'est et ne sera faite, directement ou indirectement, dans aucun pays ou juridiction dans lequel l'émission ou l'acceptation d'une telle Offre serait considérée comme illicite ou enfreindrait de toute autre manière les lois ou les réglementations en vigueur dans ces juridictions, ou qui exigerait un enregistrement, une approbation ou toute autre mesure non expressément prévus par le présent Prospectus d'Offre de la part d'un régulateur, ou qui exigerait, de la part de l'Offrante ou l'une de ses Filiales, une modification ou un aménagement des termes ou des conditions de l'Offre de quelque manière que ce soit, la soumission d'une requête supplémentaire auprès d'une quelconque autorité gouvernementale, d'un régulateur ou d'une autre autorité, ou des démarches supplémentaires en relation avec l'Offre, et les Actions AFP ne seront pas acceptées à l'achat de la part ou pour le compte de personnes dans ces pays ou juridictions. Il n'est pas envisagé d'étendre l'Offre à un tel pays ou une telle juridiction. Les personnes qui obtiennent et/ou qui entrent en possession du présent Prospectus d'Offre sont tenues de prendre connaissance de, et de respecter, toutes ces restrictions et d'obtenir les autorisations ou consentements éventuellement requis. Aucun document relatif à l'Offre ne doit être distribué ou envoyé dans de tels pays ou juridictions et ne doit être utilisé pour solliciter l'acquisition de titres de participation de la Société par des personnes ou entités résidant ou incorporées dans de tels pays ou juridictions. Toute personne (y compris, sans limitation, les dépositaires, les *nominees* et les *trustees*) qui a l'intention de transmettre le présent Prospectus d'Offre ou tout autre document y relatif vers une juridiction autre que la Suisse doit lire attentivement la présente section "Restrictions à l'Offre" avant d'entreprendre toute acte. La distribution de ce Prospectus d'Offre dans des juridictions autres que la Suisse peut être restreinte par la loi et, par conséquent, les personnes en possession du présent Prospectus d'Offre doivent s'informer au sujet de ces restrictions et les respecter. Une violation de ces restrictions pourrait constituer une violation des lois sur les valeurs mobilières en vigueur dans de telles juridictions.

Toute acceptation de l'Offre découlant d'une promotion active en violation des restrictions susmentionnées, ou de toute autre violation de ces restrictions, ne sera pas acceptée.

Selon le droit suisse, les Actions AFP apportées à l'Offre ne peuvent, en principe, pas être retirées après qu'elles aient été apportées, sous réserve de certains cas particuliers, notamment en cas de lancement d'une transaction concurrente sur les Actions AFP. Le présent Prospectus d'Offre a été préparé en conformité avec le droit suisse, et les informations qu'il contient peuvent ne pas correspondre à celles qui auraient été publiées si ce Prospectus d'Offre avait été préparé en conformité avec le droit d'un pays autre que la Suisse.

L'acceptation de l'Offre par des personnes résidant dans un pays autre que la Suisse peut être sujette à des obligations et restrictions particulières. Il relève de la seule responsabilité des destinataires de l'Offre de se conformer à ces règles et de se familiariser avec celles-ci et leur mise en œuvre avant d'accepter l'Offre, sur la base des recommandations de leurs propres conseillers.

Sauf dans les cas où la loi l'exige, le présent Prospectus d'Offre ne sera pas complété ou mis à jour sur la base d'états financiers, rapports intermédiaires, rapports semestriels ou autres communiqués boursiers qui seraient publiés par la Société suite à la date du présent Prospectus d'Offre et l'Offrante ne fera par ailleurs pas de communication séparée au sujet de la publication par la Société de tels états financiers, rapports intermédiaires, rapports semestriels ou autres communiqués boursiers.

Toutes les informations financières et autres informations concernant la Société présentées dans le présent Prospectus d'Offre ont été extraites, et préparées exclusivement sur la base, d'informations disponibles publiquement, y compris le rapport de gestion relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2022, d'autres communiqués boursiers publiés par la Société et d'autres informations disponibles publiquement. Par conséquent, l'Offrante décline toute responsabilité relative à ces informations, sous réserve de leur reproduction fidèle dans le présent Prospectus d'Offre.

#### **Notice to U.S. Holders**

Shareholders of the Company in the United States (the "**U.S.**") are advised that the registered shares of the Company are not listed on a U.S. securities exchange and that the Company is not subject to the periodic reporting requirements of the U.S. Securities Exchange Act of 1934, as amended (the "**Exchange Act**"), and is not required to, and does not, file any reports with the U.S. Securities and Exchange Commission (the "**SEC**") thereunder.

The Offer is being made for the registered shares of the Company, a Swiss company whose shares are listed on the SIX Swiss Exchange Ltd. ("**SIX**"), and is subject to Swiss disclosure and procedural requirements, which are different from those of the United States.

The Offer is being made in the United States pursuant to Section 14(e) of, and Regulation 14E under, the Exchange Act, subject to the exemption provided under Rule 14d-1(c) under the Exchange Act for a tier I tender offer (the "**Tier I Exemption**"), and otherwise in accordance with the requirements of Swiss law. Accordingly, the Offer is subject to disclosure and other procedural requirements, including with respect to withdrawal rights, Offer timetable, settlement procedures, waiver of conditions, timing of payments and procedural requirements that are different from those applicable under U.S. tender offer procedures and laws. Holders of AFP Shares resident in the United States (each a "**U.S. Holder**") are urged to consult with their own legal, financial and tax advisors (including with respect to Swiss law) regarding the Offer.

To the extent permissible under applicable law or regulations, the Offeror and its affiliates or its brokers and its brokers' affiliates (acting as agents for the Offeror

or its affiliates, as applicable) may from time to time after the date of this Offer Prospectus and during the pendency of the Offer, and other than pursuant to the Offer, directly or indirectly purchase or arrange to purchase AFP Shares or any securities that are convertible into, exchangeable for or exercisable for AFP Shares. These purchases may occur either in the open market at prevailing prices or in private transactions at negotiated prices. To the extent information about such purchases or arrangements to purchase is made public in Switzerland, such information will be disclosed by means of a press release or other means reasonably calculated to inform U.S. Holders of the Company of such information. In addition, the financial advisers to the Offeror may also engage in ordinary course trading activities in securities of the Company, which may include purchases or arrangements to purchase such securities. To the extent required in Switzerland, any information about such purchases will be made public in Switzerland in the manner required by Swiss law and such information will be disclosed by means of a press release or other means reasonably calculated to inform U.S. Holders of the Company of such information.

In particular, the financial information, any financial statements or figures included or referenced in this Offer Prospectus have been prepared in accordance with the applicable accounting standards of, or recognized in, Switzerland, which may not be comparable to the financial statements or financial information of U.S. companies. The Offer is being made to U.S. Holders on the same terms and conditions as those made to all other shareholders of the Company to whom an offer is made. Any informational documents, including this Offer Prospectus, are being disseminated to U.S. Holders on a basis comparable to the method that such documents are provided to the Company's other shareholders.

As permitted under the Tier I Exemption, the settlement of the Offer is based on the applicable Swiss law provisions, which differ from the settlement procedures customary in the U.S., particularly as regards to the time when payment of the consideration is rendered. The Offer, which is subject to Swiss law, is being made to U.S. Holders in accordance with the applicable U.S. securities laws, and applicable exemptions thereunder, in particular the Tier I Exemption. To the extent the Offer is subject to U.S. securities laws, those laws only apply to U.S. Holders of AFP Shares and will not give rise to claims on the part of any other person. U.S. Holders should consider that the Offer Price for the Offer is being paid in CHF and that no adjustment will be made based on any changes in the exchange rate.

It may be difficult for the Company's shareholders to enforce their rights and any claim they may have arising under the of U.S. federal securities laws, since the Offeror and the Company are located in a non-U.S. jurisdiction, and some or all of their officers and directors may be residents of a non-U.S. jurisdiction. Company shareholders may not be able to sue the Offeror or the Company or their officers or directors in a non-U.S. court for violations of the U.S. securities laws. Further, it may be difficult to compel the Offeror and the Company and their respective affiliates to subject themselves to a U.S. court's judgment.

The receipt of cash pursuant to this Offer by a U.S. Holder may be a taxable transaction for U.S. federal income tax purposes and under applicable U.S. state and local laws, as well as foreign and other tax laws. Each holder of AFP Shares is

urged to consult his or her independent professional advisor immediately regarding the tax consequences of an acceptance of the Offer.

Neither the SEC nor any securities commission of any state of the U.S. has (i) approved or disapproved of the Offer; (ii) passed upon the merits or fairness of the Offer; or (iii) passed upon the adequacy, accuracy or completeness of the disclosure in relation to the Offer. Any representation to the contrary is a criminal offence in the United States.

### **United Kingdom**

The communication of this Offer Prospectus is not being made, and has not been approved, by an authorised person for the purposes of Section 21 of the Financial Services and Markets Act 2000, as amended. In the United Kingdom ("**U.K.**"), this communication and any other offer documents relating to this Offer is/will be directed only at persons (i) who have professional experience in matters relating to investments falling within Article 19(5) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (as amended, the "**Order**"), (ii) falling within article 49(2)(a) to (d) ("high net worth companies, unincorporated associations, etc.") of the Order or (iii) to whom it may otherwise lawfully be communicated (all such persons together being referred to as "**Relevant Persons**"). No communication in respect of this Offer must be acted on or relied on by persons who are not Relevant Persons. This Offer, any investment or investment activity to which this communication relates is/will be available only in the United Kingdom to Relevant Persons and will be engaged in only with Relevant Persons.

### **Australia, Canada, Japan and South Africa**

This Offer is not being made or addressed to shareholders of the Company whose place of residence, seat or habitual abode is in Australia, Canada, Japan or South Africa, and such shareholders may not accept this Offer. This Offer Prospectus and any and all materials related thereto should not be sent in or into Australia, Canada, Japan or South Africa, (including by use of, or by any means or instrumentality, for example, e-mail, post, facsimile transmission, telephone or internet, of interstate or foreign commerce, or any facilities of a national securities exchange), and the Offer Prospectus cannot be accepted directly or indirectly or by any such use, means, or instrumentality, in or from within Australia, Canada, Japan or South Africa. Accordingly, copies of this Offer Prospectus and any related materials are not being, and must not be, mailed, forwarded, transmitted or otherwise distributed or sent in or into or from Australia, Canada, Japan or South Africa, or, in their capacities as such, to custodians, trustees, agents or nominees holding AFP Shares for Australian, Canadian, Japanese or South African persons, and persons receiving any such documents (including custodians, nominees and trustees) must not distribute, forward, mail, transmit or send them in, into or from Australia, Canada, Japan or South Africa. Any person accepting the Offer Prospectus shall be deemed to represent to the Offeror such person's compliance with these restrictions and any purported acceptance of the Offer that is a direct or indirect consequence of a breach or violation of these restrictions shall be null and void.

Shareholders of the Company wishing to accept the Offer must not use the mailing system of Australia, Canada, Japan or South Africa for any purpose directly or indirectly related to the acceptance of the Offer. Envelopes containing acceptances must not be post marked in Australia, Canada, Japan or South Africa. When completing the acceptance, shareholders wishing to accept the Offer must provide an address that is not located in Australia, Canada, Japan or South Africa. Shareholders will be deemed to have declined the Offer if they (i) submit an envelope postmarked in Australia, Canada, Japan or South Africa or (ii) provide an address located in Australia, Canada, Japan or South Africa. Shareholders will be deemed to have declined the Offer if they do not make the representations and warranties set out in the acceptance.

### **Déclarations Prospectives**

Le présent Prospectus d'Offre contient des déclarations prospectives ("*forward-looking statements*"), y compris des déclarations relatives au calendrier prévisionnel et à la réalisation escomptée de l'Offre, ainsi que des termes suggérant certaines tendances. De manière générale, des mots tels que "peut", "devrait", "pourrait", "vise", "sera", "aurait", "s'attendre à", "avoir l'intention de", "estimer", "anticiper", "croire", "planifier", "chercher à", "contempler", "envisager", "continuer" ou d'autres termes similaires signalent des déclarations prospectives. Ces déclarations impliquent certains risques, certaines incertitudes et hypothèses, et d'autres facteurs importants, dont beaucoup sont hors du contrôle de l'Offrante et pourraient avoir pour conséquence que les résultats réels diffèrent matériellement de ceux exprimés ou sous-entendus dans ces déclarations prospectives. Un décalage entre les résultats réels et les déclarations peut notamment résulter des facteurs suivants : la survenance d'un événement, d'un changement ou d'autres circonstances susceptibles d'entraîner le retrait de l'Offre; la non-obtention, dans les délais prévus ou pour d'autres raisons, des approbations requises de la part des autorités gouvernementales ou réglementaires ; le risque qu'une condition suspensive de l'Offre ne soit pas remplie ; la capacité de la Société à retenir et à recruter du personnel clé et à maintenir les relations avec ses clients, ses fournisseurs et d'autres partenaires commerciaux dans l'attente de l'Exécution de l'Offre ; ainsi que d'autres facteurs.

Bien que l'Offrante estime que les prévisions reflétées dans ces déclarations prospectives sont basées sur des hypothèses raisonnables, aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation ou à l'exactitude de ces déclarations, et aucune garantie n'est donnée quant à l'exactitude et à l'exhaustivité futures de ces déclarations. L'Offrante ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser publiquement les déclarations prospectives, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou pour d'autres raisons, sauf si les lois applicables ou un régulateur compétent l'exigent.

## **Offre publique d'acquisition de l'Offrante pour AFP (l'"Offre" ou l'"Offre Publique d'Acquisition")**

### **Contexte et but de l'Offre**

Constantia Flexibles GmbH est une société à responsabilité limitée de droit autrichien ayant son siège à Vienne, Autriche. Il s'agit d'une société en portefeuille indirectement détenue par One Rock Capital Partners IV, LP qui est un fonds d'investissement géré et conseillé par One Rock Capital Partners, LLC ("**One Rock**"), une société de capital-investissement régulée par la SEC qui a son siège à New York, États-Unis. Constantia produit des emballages souples. Son portefeuille de produits s'adresse à la fois aux consommateurs et au secteur pharmaceutique. Guidés par le principe directeur "*People, Passion, Packaging*", plus de 7'150 collaborateurs fabriquent des solutions d'emballage sur 28 sites dans 15 pays.

Aluflexpack SA est une société anonyme de droit suisse ayant son siège à Reinach (AG), Suisse. Les Actions AFP sont cotées sur la SIX (numéro de valeur : 45322689; ISIN : CH0453226893; symbole de valeur: AFP) depuis 2019. AFP dispose d'installations de production en Suisse, en France, en Pologne, en Turquie et en Croatie. AFP fabrique des solutions d'emballage souples pour différents marchés finaux. Ses relations clientèles reposent sur des connaissances de l'industrie établies, de la flexibilité dans le service à la clientèle et des compétences en matière de développement

Par le biais de l'Offre, l'Offrante entend prendre le contrôle total d'AFP et de ses Filiales. En outre, l'Offrante a l'intention de requérir d'AFP la décotation des Actions AFP après l'Exécution de l'Offre.

Le 15 février 2024, l'Offrante et la Société ont conclu une convention de transaction (la "**Convention de Transaction**"). Selon les termes de la Convention de Transaction, le conseil d'administration de la Société a décidé à l'unanimité notamment de recommander l'acceptation de l'Offre aux détenteurs d'Actions AFP (cf. section D3.1 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et AFP*) pour plus de détails).

Le même jour, l'Offrante, d'une part, et les Venderesses, d'autre part, ont conclu le Contrat d'achat d'actions portant sur l'acquisition de 9'803'167 Actions AFP, correspondant à 56.67% du capital-actions de la Société à la date de l'Annonce Préalable (cf. section D3.2 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante ou AFP et des Actionnaires d'AFP*) pour plus de détails).

Tant l'Exécution de l'Offre que l'exécution du Contrat d'achat d'actions sont, entre autres, soumises à des approbations réglementaires.



## A L'Offre

### 1 Annonce préalable

L'Offre a fait l'objet d'une annonce préalable (l'"**Annonce Préalable**") selon les art. 5 ss de l'Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques l'acquisition (l'"**OOPA**").

L'Annonce Préalable a été publiée sur les sites internet de Constantia et de la Commission des OPA ("**COPA**") en langues anglaise, allemande et française avant l'ouverture du négoce à la SIX le 16 février 2024 et a en outre été diffusée aux médias Suisses en conformité avec l'art. 7 OOPA.

Par décision du 12 février 2024 (décision 864/01), la COPA a notamment constaté, entre autres, que les conditions de l'Annonce Préalable sont conformes aux dispositions légales sur les offres publiques d'acquisition. Le dispositif de cette décision a été reproduit dans l'Annonce Préalable et la décision a été publiée le même jour que l'Annonce Préalable sur le site internet de la COPA. Aucune objection et aucun recours n'ont été déposés contre la décision, qui est dès lors entrée en force. Par ailleurs, aucun actionnaire n'a introduit une requête en vue de l'obtention de la qualité de partie.

### 2 Objet de l'Offre

A l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, et sous réserve des restrictions à l'Offre énoncées ci-dessus, l'Offre s'étend à toutes les Actions AFP en mains du public.

L'Offre ne porte ni sur les Actions AFP que l'Offrante acquiert sous le Contrat d'achat d'actions, ni sur les Actions AFP détenues par le Groupe AFP ou, cas échéant, détenues par le Groupe Offrant.

En conséquence, au 28 mars 2024, l'Offre porte sur le nombre d'Actions AFP calculé comme suit :

	Actions AFP
Nombre d'Actions AFP cotées (sur la base du nombre d'actions inscrites au registre du commerce au 28 mars 2024)	17'300'000
- moins les Actions AFP acquises par Constantia selon le Contrat d'achat d'actions	9'803'167
- moins les Actions AFP détenues par le Groupe AFP (au 28 mars 2024)	0
- moins les Actions AFP détenues par le Groupe Offrant (au 28 mars 2024)	0
<b>Actions AFP soumises à l'Offre</b>	<b>7'496'833</b>

### 3 Prix de l'Offre

Le prix offert pour chaque Action AFP est de CHF 15.00 nets en espèces (le Prix de Base), étant entendu que si le prix d'achat payable par Action AFP en vertu du

Contrat d'achat d'actions (le Prix du Contrat) doit être augmenté aux termes du Contrat d'achat d'actions, le prix offert augmentera en conséquence pour égaliser ce prix plus élevé payable en vertu du Contrat d'achat d'actions (dans chaque cas, le Prix de l'Offre) Les parties ont convenu que le prix d'achat des Actions AFP vendues sous le Contrat d'achat d'actions (les "**Actions Vendues**") sera augmenté comme suit:

Le Prix du Contrat par Action Vendue de CHF 15.00 sera augmenté (le montant de cette augmentation, le cas échéant, le "**Montant de l'Ajustement**") sur une base linéaire :

- (a) d'un montant pouvant aller jusqu'à CHF 2.75 par Action Vendue, proportionnellement à chaque Euro dont le Montant Effectif de Désinvestissement (tel que défini ci-dessous) est, le cas échéant, inférieur à EUR 58.9 millions (calculé conformément à la Condition de l'Offre (b) telle que décrite à la section A7.1 (*Conditions de l'Offre*) ci-dessous (ci-après: "**Condition (b)**"); et
- (b) d'un montant supplémentaire pouvant aller jusqu'à CHF 1.00 par Action Vendue, proportionnellement à chaque Euro dont le Montant Effectif des Dépenses d'Investissement Supplémentaires (tel que défini ci-dessous) est, le cas échéant, inférieur à EUR 18.5 millions (calculé conformément à la Condition (b)).

La formule suivante s'appliquera pour calculer le Montant de l'Ajustement:

$$P = 15 + 2.75 \times ((58.9m - D) / 58.9m) + 1.00 \times ((18.5m - C) / 18.5m)$$

où:

P = Prix d'achat par Action Vendue en CHF tel qu'ajusté conformément à la présente section A3 (*Prix de l'Offre*).

m = million.

D = **Montant Effectif de Désinvestissement**, exprimé en millions d'euros, à savoir un chiffre égal au montant en euros, compris entre 0 et (au maximum) 58.9 millions (soit le Plafond de Matérialité des Mesures Correctives tel que défini à la Condition (b)) du chiffre d'affaires net externe (dont le calcul du montant inclura la valeur en Euros de toutes les dépenses en capital (hormis le Montant Effectif des Dépenses d'Investissement Supplémentaires telles que défini ci-dessous) qui peuvent résulter d'un engagement de financer des investissements dans les activités à désinvestir ou à vendre) qui, le cas échéant, doit effectivement être désinvesti conformément à la Condition (b), et dont le montant sera calculé conformément à cette même condition.

C = **Montant Effectif des Dépenses d'Investissement Supplémentaires**, exprimé en millions d'euros, à savoir un chiffre égal au montant en euros, compris entre 0 et (au maximum) 18.5 millions (soit les Dépenses d'Investissement Supplémentaires Maximales telles que définies à la

Condition (b)) des Dépenses d'Investissement Supplémentaires (telles que définies à la Condition (b)) que l'Offrante doit, le cas échéant, effectivement financer dans les activités à désinvestir ou à vendre conformément à la Condition (b), et dont le montant sera calculé conformément à cette même condition. Pour éviter toute ambiguïté, conformément à la Condition (b), l'Offrante ne sera tenue de fournir des Dépenses d'Investissement Supplémentaires (et le Montant Effectif des Dépenses d'Investissement Supplémentaires ne sera donc supérieur à 0) que si le Montant Effectif de Désinvestissement a atteint le Plafond de Matérialité des Mesures Correctives de EUR 58.9 millions.

Cela signifie que:

- (a) si le Montant Effectif de Désinvestissement est égal à EUR 0, le Prix du Contrat sera augmenté de CHF 2.75 par Action Vendue (et il en sera de même pour le Prix de Base), mais que si le Montant Effectif de Désinvestissement est égal au Plafond de Matérialité des Mesures Correctives (tel que défini à la Condition (b)), c'est-à-dire le montant maximum de EUR 58.9 millions, il n'y aura pas d'augmentation du Prix du Contrat (et il n'y aura pas non plus d'augmentation du Prix de Base);
- (b) si le Montant Effectif des Dépenses d'Investissement Supplémentaires est égal à EUR 0, le Prix du Contrat sera augmenté de CHF 1.00 par Action Vendue (et il en sera de même pour le Prix de Base), mais que si le Montant Effectif des Dépenses d'Investissement Supplémentaires est égal au montant des Dépenses d'Investissement Supplémentaires Maximales (telles que définies à la Condition (b)), c'est-à-dire le montant maximum de EUR 18.5 millions, il n'y aura pas d'augmentation (supplémentaire) du Prix du Contrat (et le Prix de Base ne sera pas (d'avantage) augmenté); et
- (c) le Prix de l'Offre par Action AFP tel qu'ajusté en vertu de la présente section A3 (*Prix de l'Offre*) sera toujours au moins égal au Prix de Base de CHF 15.00 et en aucun cas supérieur à CHF 18.75.

Le Prix de l'Offre sera réduit du montant brut de tout effet dilutif affectant les Actions AFP avant l'Exécution de l'Offre. Sont notamment considérés comme ayant un effet dilutif les distributions ouvertes et occultes de la Société (par exemple, paiements de dividendes, distributions dues à des réductions de capital et autres distributions de toute nature), les scissions par division et par séparation, les regroupements d'entreprises et transactions similaires, la cession d'actifs en dessous ou l'acquisition d'actifs en dessus de leur valeur de marché, les augmentations de capital et la vente d'actions propres à un prix d'émission ou de vente par Action AFP inférieur au Prix de l'Offre, l'achat d'Actions AFP par la Société ou l'une de ses Filiales à un prix d'achat supérieur au Prix de l'Offre, l'émission par la Société ou l'une de ses Filiales d'options, de bons d'options (warrants), de titres convertibles ou d'autres droits d'acquies des Actions AFP ou d'autres titres de participation de la Société, ainsi que toutes formes de remboursement de capital, étant entendu que tout paiement ou l'émission d'Actions AFP au titre de plans de

participation existants de la Société, et dans la mesure permise par la Convention de Transaction, ne constituent pas des effets dilutifs aux fins de l'Offre.

L'évolution du cours de l'Action AFP à la SIX depuis 2019 se présente comme suit (les indications de cours se rapportent au cours de clôture le plus bas et le plus élevé en CHF) :

Action AFP	2019	2020	2021	2022	2023	2024**
Bas*	14.00	12.00	20.70	13.70	8.41	7.44
Haut*	23.50	35.80	41.30	26.50	19.72	8.95

\* Cours de clôture journalier en CHF

\*\* Du 3 janvier 2024 au 15 février 2024 (dernier Jour de Bourse avant la publication de l'Annonce Préalable)

Cours de clôture le 15 février 2024 (dernier Jour de Bourse avant la publication de l'Annonce Préalable) : CHF 8.71

Source : Bloomberg

Le Prix de l'Offre entre CHF 15.00 et CHF 18.75 comprend une prime entre 78% et 123% par rapport au cours moyen pondéré par les volumes de toutes les transactions boursières portant sur les Action AFP effectuées au cours des soixante (60) jours de négoce à la SIX (chacun un "**Jour de Bourse**") précédant la publication de l'Annonce Préalable (lequel s'élève à CHF 8.4263). Le Prix de l'Offre comprend une prime entre 72% et 115% par rapport au cours de clôture d'AFP le 15 février 2024, soit le Jour de Bourse précédant immédiatement l'Annonce Préalable (lequel s'élève à CHF 8.71).

Par décision du 12 février 2024 (décision 864/01), la COPA a notamment constaté que le mécanisme d'ajustement de prix prévu est conforme aux dispositions de la Loi Fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés ("**LIMF**") et de ses ordonnances d'exécution. Le dispositif de cette décision a été reproduit dans l'Annonce Préalable et la décision a été publiée le même jour que l'Annonce Préalable sur le site internet de la COPA. Cette décision n'a fait l'objet d'aucune opposition ni d'aucun recours, de sorte qu'elle est maintenant entrée en force. En outre, aucun actionnaire n'a demandé la qualité de partie.

#### 4 Délai de Carence

Sous réserve d'une prolongation par la COPA, le délai de carence durera dix (10) Jours de Bourse dès la publication du Prospectus d'Offre, donc vraisemblablement du 3 avril 2024 au 16 avril 2024 (le "**Délai de Carence**"). L'Offre ne peut être acceptée qu'après l'échéance du Délai de Carence.

## 5 Période d'Offre

Sous réserve d'une prolongation du Délai de Carence par la COPA, l'Offre restera ouverte à l'acceptation pendant une période de vingt (20) Jours de Bourse à compter de l'expiration du Délai de Carence. L'Offre sera donc vraisemblablement ouverte à l'acceptation du 17 avril 2024 au 16 mai 2024, 16 heures HAEC (la "**Période d'Offre**").

L'Offrante se réserve le droit de prolonger la Période d'Offre une ou plusieurs fois jusqu'à un maximum de quarante (40) Jours de Bourse. Une prolongation de la Période d'Offre au-delà de quarante (40) Jours de Bourse requiert l'approbation préalable de la COPA.

## 6 Délai Supplémentaire d'Acceptation

L'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) sera, si l'Offre aboutit, suivie d'un délai supplémentaire de dix (10) Jours de Bourse pour l'acceptation ultérieure de l'Offre.

Si le Délai de Carence et/ou la Période d'Offre ne sont pas prolongés, le délai supplémentaire d'acceptation commencera vraisemblablement le 24 mai 2024 et prendra fin le 6 juin 2024, 16 heures HAEC (le "**Délai Supplémentaire d'Acceptation**").

## 7 Conditions de l'Offre, Renonciation aux Conditions de l'Offre, Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution

### 7.1 Conditions de l'Offre

L'Offre est soumise aux conditions suivantes (les "**Conditions de l'Offre**" ou les "**Conditions**", et chacune une "**Condition de l'Offre**" ou une "**Condition**") :

- (a) Taux d'acceptation minimum : Jusqu'à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), l'Offrante doit avoir reçu des déclarations d'acceptation valables et irrévocables pour un nombre d'Actions AFP qui, ajoutées aux Actions AFP détenues par l'Offrante et ses Filiales à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) et les Actions AFP qui font l'objet du Contrat d'achat d'actions (à l'exclusion des Actions AFP détenues par la Société ou ses Filiales), correspondent au moins à 90% du capital-actions entièrement dilué d'AFP existant à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) (à savoir toutes les Actions AFP émises jusqu'à cette date, plus toutes les Actions AFP dont l'émission (i) a été décidée par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration de la Société jusqu'à cette date, ou (ii) peut survenir par l'exercice d'options ou de droits de conversion ou d'autres droits à l'émission, à l'acquisition, au transfert ou à l'obtention d'Actions AFP existants à cette date ou dont l'émission a été décidée par l'assemblée générale ou le conseil d'administration de la Société jusqu'à cette date).
- (b) Autorisations en matière de droit de la concurrence et autres autorisations : Tous les délais d'attente applicables à l'acquisition de la Société par l'Offrante doivent avoir expiré ou avoir pris fin, et toutes les autorités

compétentes en matière de droit de la concurrence et autres autorités et, le cas échéant, les tribunaux de toutes les juridictions pertinentes, doivent avoir approuvé ou autorisé ou, le cas échéant, ne pas avoir interdit ou objecté à l'Offre, à son Exécution et à l'acquisition de la Société par l'Offrante (chacune de ces expirations ou fins d'un délai d'attente, approbations, autorisations, non-interdictions ou non-objections, une "**Autorisation**"), et aucune Mesure Corrective Importante ne doit avoir été imposée à l'Offrante, la Société, et/ou l'une de leurs Filiales en lien avec une Autorisation, et aucune Autorisation ne doit être soumise à une Mesure Corrective Importante. Aux fins de la présente Condition (b), "**Mesure Corrective Importante**" signifie:

- (i) toute condition, tout désinvestissement, toute restriction ou tout engagement quelconque concernant l'une des sociétés affiliées de l'Offrante et/ou des fonds d'investissement gérés et conseillés par One Rock et leurs sociétés en portefeuille, à l'exception de toutes les sociétés en portefeuille appartenant à One Rock Capital Partners IV, LP ("**Fonds IV**") (à savoir, l'Offrante, Constantia Flexibles Holding GmbH et ses Filiales);
- (ii) toute condition, tout désinvestissement, toute restriction ou tout engagement quelconque concernant l'Offrante et/ou toute autre société en portefeuille appartenant à Fonds IV, à l'exception de Constantia Flexibles Holding GmbH et ses Filiales, si cette condition, ce désinvestissement, cette restriction ou cet engagement, pris individuellement ou collectivement avec toute autre condition, tout autre désinvestissement, toute autre restriction ou tout autre engagement ou tout autre fait, occurrence, circonstance ou événement, serait, de l'avis d'une société d'audit indépendante ou d'une banque d'affaires de renommée internationale à désigner par l'Offrante (l'"**Expert Indépendant**"), raisonnablement susceptible de causer un Effet Préjudiciable Important à l'Offrante et/ou toute autre société en portefeuille appartenant à Fonds IV, à l'exception de Constantia Flexibles Holding GmbH et ses Filiales, que ce soit individuellement ou, lorsque tous leurs effets respectifs sont cumulés, collectivement. Aux fins de la présente Condition (b), "**Effet Préjudiciable Important**" signifie une réduction (x) des actifs totaux consolidés d'un montant de EUR 44'800'000 (correspondant à 10% des actifs totaux consolidés du Groupe AFP au 31 décembre 2022 selon le rapport de gestion d'AFP pour l'exercice 2022) ou plus, ou (y) du bénéfice annuel consolidé (EBIT) d'un montant de EUR 2'390'000 (correspondant à 10% de l'EBIT consolidé du Groupe AFP au 31 décembre 2022 selon le rapport de gestion d'AFP pour l'exercice 2022) ou plus, ou (z) du chiffre d'affaires annuel consolidé d'un montant de EUR 17'850'000 (correspondant à 5% du chiffre d'affaires annuel consolidé du Groupe AFP au 31 décembre 2022 selon le rapport de gestion d'AFP pour l'exercice 2022) ou plus;
- (iii) toute condition, toute restriction ou tout engagement consistant à désinvestir des activités ou des actifs de la Société et/ou Constantia

Flexibles Holding GmbH et/ou de l'une de leurs Filiales respectives qui, individuellement ou collectivement, de l'avis d'un Expert Indépendant à désigner par l'Offrante, ont généré ou contribué à générer des produits dont le chiffre d'affaires net externe est supérieur à EUR 58.9 millions au cours de la période de douze mois qui a pris fin le 31 décembre 2022 (dont le calcul du montant inclura la valeur en euros de toutes les dépenses en capital qui peuvent résulter d'un engagement de financer des investissements dans les activités à désinvestir ou à vendre; les Dépenses d'Investissement Supplémentaires définies ci-dessous ne devant pas être incluses dans le calcul du chiffre d'affaires net externe) (le "**Plafond de Matérialité des Mesures Correctives**"). Viendront également s'imputer sur le Plafond de Matérialité des Mesures Correctives, les ventes nettes externes qui ont été contribuées ou générées par des actifs qui doivent être désinvestis et qui ont généré ou contribué à générer des revenus à partir de produits qui ne doivent pas être désinvestis ou vendus (les "**Produits Hors Périmètre**"), à moins que, et dans la mesure où, les actifs restant dans le groupe concerné et dont les actifs doivent être désinvestis ou vendus (c'est-à-dire Constantia Flexibles Holding GmbH et ses Filiales ou la Société et ses Filiales) puissent produire les Produits Hors Périmètre avec la capacité disponible après avoir pris des mesures de réorganisation raisonnables sur le plan commercial. Si le Plafond de Matérialité des Mesures Correctives est atteint et si cela est nécessaire pour garantir la satisfaction de la présente Condition (b), l'Offrante sera tenue de fournir des dépenses d'investissement supplémentaires (les "**Dépenses d'Investissement Supplémentaires**") qui peuvent résulter d'un engagement à financer des investissements dans les activités à désinvestir ou à vendre jusqu'à un montant maximum de EUR 18.5 million (les "**Dépenses d'Investissement Supplémentaires Maximales**").

- (c) Absence d'injonction ou d'interdiction : Aucun jugement, ni sentence, décision, ordonnance ou autre mesure d'une quelconque autorité, qui empêcherait, interdirait ou déclarerait, temporairement ou de façon permanente, en tout ou en partie, illégale l'Offre, son acceptation, l'Exécution ou l'acquisition de la Société par l'Offrante, ne doit avoir été rendu.
- (d) Inscription au registre des actions de la Société : Le conseil d'administration de la Société doit avoir décidé d'inscrire l'Offrante et/ou toute autre société contrôlée et désignée par l'Offrante au registre des actions de la Société en tant qu'actionnaire(s) avec droit de vote pour toutes les Actions AFP que l'Offrante ou tout autre société telle que mentionnée ci-dessus a acquis ou acquerra (en ce qui concerne les Actions AFP acquises dans le cadre de l'Offre, pour autant que toutes les autres conditions aient été réalisées ou qu'il y ait été renoncé), et l'Offrante et/ou toute autre société contrôlée et désignée par l'Offrante doit avoir été inscrite au registre des actions de la Société comme actionnaire(s) avec droit de vote pour toutes les Actions AFP acquises.

- (e) Démission et élection de membres du conseil d'administration de la Société ; approbation de la décotation : Tous les membres du conseil d'administration d'AFP doivent avoir démissionné de leurs fonctions au sein du conseil d'administration de la Société et de ses Filiales avec effet à compter de l'Evènement de Changement de Contrôle (comme défini ci-dessous) et sous réserve de celui-ci, et une assemblée générale dûment convoquée doit avoir (i) élu au conseil d'administration de la Société les personnes désignées par l'Offrante avec effet à compter de l'Evènement de Changement de Contrôle et sous réserve de celui-ci (y compris un président du conseil d'administration de la Société et les membres du comité de rémunération de la Société) et (ii) décidé de la décotation des Actions AFP de la SIX sous réserve de l'Exécution de l'Offre. Aux fins de la présente Condition (e), "**Evènement de Changement de Contrôle**" signifie des deux événements suivants le premier qui survient: l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou l'Exécution.
- (f) Absence de décisions défavorables de l'assemblée générale de la Société : L'assemblée générale de la Société ne doit pas avoir :
- décidé ou approuvé un dividende ou une autre distribution ou réduction de capital ni une acquisition ou scission par séparation ou un transfert de patrimoine ou autre aliénation d'actifs (i) d'une valeur globale ou pour un prix global de plus de EUR 44'800'000 (correspondant à 10% des actifs totaux consolidés du Groupe AFP au 31 décembre 2022 selon le rapport de gestion d'AFP pour l'exercice 2022) ou (ii) qui contribuent au total à hauteur de plus de EUR 2'390'000 au bénéfice annuel consolidé avant intérêts et impôts (EBIT) (correspondant à 10% de l'EBIT consolidé du Groupe AFP au 31 décembre 2022 selon le rapport de gestion d'AFP pour l'exercice 2022);
  - décidé ou approuvé une fusion, scission par division ou augmentation ordinaire ou conditionnelle du capital de la Société ou la création d'une marge de fluctuation du capital; ou
  - introduit dans les statuts de la Société des restrictions à la transmissibilité des actions ou des limitations du droit de vote.
- (g) Absence d'acquisition et d'aliénation d'actifs significatifs et absence de souscription ou de remboursement de capitaux étrangers : A l'exception des engagements qui ont été annoncés publiquement avant l'Annonce Préalable ou qui sont en lien avec la présente Offre ou résultent de l'Exécution, la Société et ses Filiales ne doivent pas, entre le 31 décembre 2022 et le transfert de contrôle à l'Offrante, s'être engagées à acquérir ou aliéner des actifs (et ne doivent pas en avoir acquis ou aliéné) ni s'être engagées à souscrire ou rembourser des capitaux étrangers (et ne doivent pas en avoir souscrit ou remboursé) pour un montant global ou une valeur globale de plus de EUR 44'800'000 (correspondant à 10% des actifs totaux consolidés



du Groupe AFP au 31 décembre 2022 selon le rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2022).

## **7.2 Renonciation aux Conditions de l'Offre**

L'Offrante se réserve le droit de renoncer, en tout ou en partie, à une ou plusieurs Conditions de l'Offre.

## **7.3 Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution**

La Condition (a) s'applique jusqu'à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée).

Les Conditions (b), (c), (f) et (g) s'appliquent jusqu'à l'Exécution.

Les Conditions (d) et (e) s'appliquent jusqu'à l'Exécution ou, si cette date est antérieure, jusqu'à la date à laquelle l'organe compétent de la Société aura pris la décision requise qui y est mentionnée.

Si la Condition (a) n'a pas été satisfaite et s'il n'y a pas été renoncé à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), l'Offre sera considérée comme ayant échoué.

Si l'organe compétent de la Société prend, avant l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), une décision portant sur les sujets mentionnés dans les Conditions (d) et (e), et si l'une des Conditions (d) ou (e) n'est pas satisfaite à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) et qu'il n'y a pas été renoncé (en ce qui concerne les décisions des organes qui y sont mentionnées), l'Offre sera considérée comme ayant échoué.

Si la Condition (b) n'est pas satisfaite et qu'il n'y a pas été renoncé d'ici à la Date d'Exécution prévue, l'Offrante doit reporter l'Exécution pour une durée pouvant aller jusqu'à quatre (4) mois après l'expiration du Délai Supplémentaire d'Acceptation; l'Offrante n'est en aucun cas obligée à reporter l'Exécution pour plus de douze (12) mois à compter de la date de la Convention de Transaction, à moins que des conditions très spécifiques ne soient réalisées, dans lesquelles la COPA peut obliger l'Offrante à reporter l'Exécution pour une période supplémentaire pouvant aller jusqu'à trois (3) mois (c'est-à-dire jusqu'à quinze (15) mois au total à compter de la date de la Convention de Transaction) (le "**Report**"). Si l'une des Conditions (c), (f) ou (g) ou si, dans la mesure où elles sont toujours applicables (cf. paragraphes précédents), l'une des Conditions (d) ou (e) n'a pas été satisfaite et qu'il n'y a pas été renoncé d'ici à la Date d'Exécution prévue, l'Offrante sera autorisée à déclarer que l'Offre a échoué ou pourra annoncer un Report. Durant le Report, l'Offre continuera à être soumise aux Conditions (b), (c), (f) et (g) et, dans la mesure où elles sont toujours applicables (cf. paragraphes précédents), aux Conditions (d) et (e), et ce aussi longtemps que, et dans la mesure où ces Conditions n'auront pas été satisfaites et qu'il n'y aura pas été renoncé. A moins que l'Offrante ne sollicite un report supplémentaire de l'Exécution, ou si la COPA refuse un tel report supplémentaire, l'Offrante déclarera que l'Offre a échoué si les

Conditions énoncées n'ont pas été satisfaites et qu'il n'y a pas été renoncé pendant le Report.

## **B Informations concernant Constantia Flexibles GmbH (l'Offrante)**

### **1 Raison sociale, siège, capital, actionnaire et activité commerciale**

Constantia Flexibles GmbH est une société à responsabilité limitée fondée à Vienne, Autriche, et inscrite au registre du commerce depuis le 8 mai 2023, ayant un capital-social de EUR 35'000.-. L'Offrante a son siège à Vienne, Autriche. L'Offrante poursuit le but social suivant :

"le commerce de biens destinés à l'industrie de l'emballage et des matériaux de base et intermédiaires nécessaires;

la fourniture de services de gestion, en particulier de conseils techniques et économiques ainsi que la fourniture de services de nature administrative (compliance), juridique, économique et technique;

l'acquisition et la gestion d'investissements dans des sociétés de tous types;

ainsi que la fourniture de services y afférents et l'exercice de toutes les activités commerciales nécessaires et utiles aux fins susmentionnées, à l'exception des opérations bancaires et des services de négociation de valeurs mobilières."

L'Offrante est une société en portefeuille détenue indirectement par One Rock Capital Partners IV, LP, qui est un fonds d'investissement géré et conseillé par One Rock, une société de capital-investissement régulée par la SEC et qui a son siège à New York, États-Unis. One Rock est une société de capital-investissement orientée sur la valeur et axée sur l'opérationnel, qui augmente la valeur d'entreprises de taille moyenne en apportant à ses sociétés en portefeuille des ressources opérationnelles, stratégiques et financières de classe mondiale.

La détentrice directe de l'Offrante est Capripack DebtCo PLC ayant son siège à Londres, Royaume-Uni. L'Offrante est ultimement contrôlée par ORCP IV Cayman AIV GP, LLC, George Town, Îles Caïmans et ORCP IV Capripack Co-Investors GP, LLC, George Town, Îles Caïmans

### **2 Personnes agissant de concert avec l'Offrante**

En lien avec la présente Offre, toutes les sociétés (directement ou indirectement) contrôlées par ORCP IV Cayman AIV GP, LLC, George Town, Îles Caïmans et ORCP IV Capripack Co-Investors GP, LLC, George Town, Îles Caïmans, ainsi qu'One Rock et toutes les sociétés gérées et conseillées ou (directement ou indirectement) contrôlées par One Rock, sont considérées comme agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA.

Par ailleurs, AFP et toutes les sociétés (directement ou indirectement) contrôlées par AFP sont également considérées comme agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA, à compter de la période à compter du 15 février 2024,

date à laquelle l'Offrante et AFP ont conclu la Convention de Transaction décrite à la section D3.1 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et AFP*).

En outre, conformément au Contrat d'achat d'actions, les Venderesses se sont notamment engagées à voter en faveur de la nomination des personnes proposées par l'Offrante en qualité de nouveaux membres du conseil d'administration d'AFP, à condition, et au plus tôt à compter de l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou, si celle-ci intervient avant, l'Exécution. Par conséquent, Montant Tech Components SA et Xoris GmbH sont également considérées comme agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA pour la période à compter du 15 février 2024, date de signature du Contrat d'achat d'actions.

### **3 Rapports annuels**

L'Offrante est une société à responsabilité limitée autrichienne détenu par un actionnariat privé qui ne publie pas ses rapports annuels.

### **4 Acquisitions et ventes d'actions et titres de AFP**

Le 15 février 2024 (le jour auquel la Convention de Transaction a été signée et le jour précédant immédiatement la publication de l'Annonce Préalable), l'Offrante a signé le Contrat d'achat d'actions avec Montana Tech Components SA et Xoris GmbH aux termes duquel l'Offrante acquiert 9'807'167 Actions AFP, correspondant à 56.67% du capital-actions de la Société à la date de l'Annonce Préalable. L'exécution du Contrat d'achat d'actions est, entre autres, soumise à des approbations réglementaires.

A l'exception des Actions AFP acquises en vertu du Contrat d'achat d'actions, au cours des douze (12) mois précédant la date de l'Annonce Préalable, ni l'Offrante ni les personnes agissant de concert avec l'Offrante (hormis les Venderesses et leurs sociétés affiliées ainsi qu'AFP et ses Filiales) n'ont acquis ou vendu des Actions AFP. Pendant cette même période, ni l'Offrante ni les personnes agissant de concert avec l'Offrante (hormis les Venderesses et leurs affiliés ainsi qu'AFP et ses Filiales) n'ont acquis ou vendu des dérivés sur titres de participation liés aux Actions AFP.

Depuis la date de la publication de l'Annonce Préalable (16 février 2024) et jusqu'au 28 mars 2024, ni l'Offrante ni les personnes agissant de concert avec l'Offrante (hormis les Venderesses et leurs affiliés ainsi qu'AFP et ses Filiales) n'ont acquis ou vendu des Actions AFP ou des dérivés sur titres de participation liés aux Actions AFP.

Selon les Venderesses, depuis le 15 février 2024, soit le jour où l'Offrante et les Venderesses ont signé le Contrat d'achat d'actions (comme décrit à la section D3.2 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante ou AFP et des actionnaires d'AFP*)) et jusqu'au 28 mars 2024, ni les Venderesses ni leurs affiliés n'ont acquis ou vendu des Actions AFP ou des dérivés sur titres de participation liés aux Actions AFP (à l'exception des Actions AFP vendues en vertu du Contrat d'achat d'actions).

Selon AFP, depuis le 15 février 2024, soit le jour où l'Offrante et la Société ont signé la Convention de Transaction décrite à la section D3.1 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et AFP*), et jusqu'au 28 mars 2024, ni AFP ni ses Filiales

n'ont acquis ou vendu des Actions AFP ou des dérivés sur titres de participation liés aux Actions AFP.

## **5 Participations dans AFP**

Au 28 mars 2024, le capital-actions d'AFP (tel qu'inscrit au registre du commerce du Canton d'Argovie) s'élève à CHF 17'300'000, divisé en 17'300'000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1.00 chacune.

L'Offrante a signé le Contrat d'achat d'actions avec Montana Tech Components SA et Xoris GmbH, en vertu duquel l'Offrante acquiert 9'803'167 Actions AFP, correspondant à 56.67% du capital-actions de la Société à la date de l'Annonce Préalable. L'exécution du Contrat d'achat d'actions est néanmoins et entre autres soumise à des approbations réglementaires. En prenant en compte le fait que Montana Tech Components SA et Xoris GmbH sont réputées comme agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA, l'Offrante et les personnes agissant de concert avec celle-ci détiennent 9'803'167 Actions AFP, correspondant à 56.67% du capital-actions de la Société au jour de l'Annonce Préalable.

L'Offrante et les personnes agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA (à l'exception d'AFP et ses Filiales) ne détiennent aucuns dérivés sur titres de participation liés aux Actions AFP. Concernant les dérivés sur titres de participation liés à AFP et l'ajustement prévu du Performance Share Plan d'AFP et du Phantom Stock Plan 2023 d'AFP, cf. section D3.1 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et AFP*).

## **C Financement**

Le financement de l'Offre est assuré par une combinaison de financement par fonds étrangers et de financement par fonds propres.

## **D Informations concernant Aluflexpack SA (la Société)**

### **1 Raison sociale, siège, capital, activités commerciales et rapport annuel**

Aluflexpack SA est une société anonyme de droit suisse constituée pour une durée indéterminée et qui a son siège à Reinach (AG), Suisse. Son but social principal est l'acquisition directe ou indirecte, la détention, la gestion et la cession de participations dans des entreprises industrielles et de taille moyenne, notamment dans le secteur de l'emballage, ainsi que le financement en Suisse et à l'étranger. La Société peut effectuer toutes opérations directement ou indirectement liées à son but. La Société peut notamment mettre l'accent sur une création de valeur durable sur le long terme au sein de la Société et de ses sociétés de groupe. La Société peut acquérir des biens mobiliers et immobiliers pour son propre compte ou celui de tiers, établir des succursales et des filiales en Suisse et à l'étranger, et prendre des participations dans d'autres entreprises en Suisse et à l'étranger. Elle peut lever et placer des fonds sur les marchés des capitaux.

Au 28 mars 2024, le capital-actions d'AFP s'élève à CHF 17'300'000, divisé en 17'300'000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1.00 chacune. La Société dispose d'une marge de fluctuation du capital, dont la limite inférieure est

de CHF 15'570'000 et la limite supérieure est de CHF 25'950'000. La Société dispose également d'un capital conditionnel d'un montant de (i) CHF 500'000 pour des plans de participation d'employés et (ii) CHF 700'000 pour des besoins de financement.

Concernant le Performance Share Plan d'AFP et le Phantom Stock Plan 2023 d'AFP, et les ajustements prévus de ces plans, cf. section D3.1 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et AFP*).

Les Actions AFP sont cotées en bourse selon le *Swiss Reporting Standard* de la SIX sous le numéro de valeur 45322689 (ISIN : CH0453226893 ; symbole de valeur : AFP).

Les rapports annuels d'AFP (y compris le rapport sur la gouvernance (*Corporate Governance*), le rapport de rémunération et le rapport financier) pour les exercices clôturés au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2023 sont disponibles sous <https://www.aluflexpack.com/investors-financial-publications/>.

## **2 Intentions de l'Offrante concernant AFP, son conseil d'administration et sa direction**

Par le biais de l'Offre, l'Offrante cherche à acquérir le contrôle intégral (100%) d'AFP.

Suite à l'Exécution de l'Offre, Constantia a l'intention de commencer le processus d'intégration d'AFP dans ses activités.

L'Offrante a l'intention de remplacer les membres du conseil d'administration d'AFP avec effet dès l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou, si celle-ci intervient avant, dès l'Exécution (c'est-à-dire, après réception de toutes les approbations réglementaires requises). Aux termes de la Convention de Transaction, AFP s'est engagée à faire en sorte que les membres actuels du conseil d'administration d'AFP démissionnent de leur fonction au sein du conseil d'administration d'AFP et, cas échéant, des conseils d'administration (ou de l'organe équivalent) de ses Filiales, en signant une déclaration de démission au plus tard à l'échéance de la Période d'Offre, à condition de, et avec effet dès l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou, si celle-ci intervient avant, l'Exécution.

Par ailleurs, AFP s'est engagée à convoquer et tenir une assemblée générale avant l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou, si celle-ci intervient avant, l'Exécution, et de proposer et recommander, entre autres, l'élection au conseil d'administration de la Société, au comité de rémunération et à la présidence du conseil d'administration des personnes désignées par l'Offrante ainsi que la décotation des Actions AFP de la SIX.

Si l'Offrante devait détenir plus de 98% des droits de vote d'AFP après l'Exécution, l'Offrante a l'intention de demander auprès du tribunal compétent l'annulation des Actions AFP restants, conformément à l'art. 137 LIMF.

Si l'Offrante devait détenir, en raison de l'Offre, entre 90% et 98% des droits de vote d'AFP après l'Exécution, l'Offrante prévoit de fusionner AFP avec une Filiale directement ou indirectement contrôlée par l'Offrante, étant précisé que les actionnaires publics d'AFP restants seraient dédommagés (en espèces) et ne

recevraient pas d'actions de la société reprenante. Les conséquences fiscales suisses d'une fusion avec dédommagement uniquement en espèce (fusion *squeeze-out*) peuvent être significativement plus défavorables que les conséquences fiscales résultant de l'acceptation de l'Offre pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en Suisse et détenant les Actions AFP dans leur fortune privée ainsi que pour les investisseurs étrangers (cf. section H7 (*Conséquences fiscales possibles*)).

Par ailleurs, après l'Exécution de l'Offre et indépendamment du taux d'acceptation, l'Offrante a l'intention de demander à AFP de requérir la décotation des Actions AFP auprès de la SIX Exchange Regulation conformément aux dispositions du Règlement de cotation de la SIX Exchange Regulation et une exemption de certaines obligations de publicité et de publication selon le Règlement de cotation de la SIX Exchange Regulation jusqu'à la date de décotation des Actions AFP.

### **3 Accords entre l'Offrante et ses actionnaires et AFP, ses organes et actionnaires**

#### **3.1 Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et AFP**

##### ***Accords de Confidentialité***

Le 27 octobre 2023, une société affiliée de l'Offrante (One Rock Capital Partners Limited, Londres, Royaume-Uni) et AFP ont conclu un accord de confidentialité usuel pour ce type de transaction, aux termes duquel les parties se sont pour l'essentiel engagées à traiter de manière confidentielle les informations échangées non disponibles publiquement.

Le 30 octobre 2023, une autre société affiliée de l'Offrante (Constantia Flexibles International GmbH, Vienne, Autriche) et AFP ont également conclu un accord de confidentialité usuel pour ce type de transaction, aux termes duquel les parties se sont pour l'essentiel engagées à traiter de manière confidentielle les informations échangées non disponibles publiquement.

##### ***Convention de Transaction***

Le 15 février 2024, l'Offrante et AFP ont conclu une Convention de Transaction qui a été approuvée à l'unanimité par le conseil d'administration d'AFP et aux termes duquel les parties ont convenu en substance de ce qui suit :

- L'Offrante s'est engagée à publier le Prospectus d'Offre, elle-même ou par le biais d'une Filiale directe ou indirecte détenue à cent pourcent, et à mener l'Offre selon les termes de la Convention de Transaction, et la Société a confirmé que son conseil d'administration a décidé à l'unanimité, entre autres, de recommander aux actionnaires de la Société d'accepter l'Offre, et de publier le rapport du conseil d'administration sur l'Offre dans le Prospectus d'Offre (cf. section F (Rapport du conseil d'administration d'AFP selon l'art. 132 LIMF)).

- La Société s'est engagée à soutenir l'Offre et à s'abstenir, et veiller à ce que ses Filiales et les représentants de celles-ci s'abstiennent, de tout acte, dépôt et déclaration susceptibles de nuire à l'Offre ou à son acceptation.
  
- La Société s'est engagée à s'abstenir, et à veiller à ce que ses représentants et ceux de ses Filiales s'abstiennent, (i) de, directement ou indirectement, solliciter, entreprendre, proposer, soutenir ou encourager la préparation d'une transaction avec un tiers, (ii) de conclure une lettre d'intention (contraignante ou non) ou tout autre accord concernant une transaction avec un tiers ou (iii) de, directement ou indirectement, participer à, ou poursuivre, des discussions ou des négociations concernant une transaction avec un tiers, fournir des informations relatives à AFP ou de chacune de ses Filiales à un tiers ou donner accès aux activités, propriétés, etc. d'AFP ou de chacune de ses Filiales à un tiers, ou coopérer de quelque manière que ce soit avec un tiers qui souhaite effectuer une transaction avec un tiers, ou l'assister, y participer ou l'encourager en toute connaissance de cause. Cependant, le conseil d'administration d'AFP peut, jusqu'au dernier Jour de Bourse de la Période d'Offre, en réponse à une lettre écrite non sollicitée manifestant la ferme intention d'annoncer une Meilleure Offre (définie comme étant une offre ferme, écrite, non sollicitée et de bonne foi, faite par un tiers en vue d'acquérir la totalité des Actions AFP ou la totalité ou la quasi-totalité des actifs de la Société (y compris de ses Filiales), dans le cadre d'une offre publique d'acquisition ou d'échange, d'une fusion, d'un regroupement, à des conditions que le conseil d'administration de la Société estime de bonne foi, après avoir consulté son conseiller juridique externe et son conseiller financier, être, dans l'ensemble, et compte tenu de tous les aspects pertinents (y compris la probabilité de l'opération et le risque lié à sa réalisation), des conditions sont plus favorables à ses actionnaires que les conditions de l'Offre) adressée à la Société par un tiers que le conseil d'administration d'AFP estime, en toute bonne foi, après consultation d'un conseiller extérieur et de son conseiller financier, être raisonnablement en mesure de présenter, de financer et d'exécuter rapidement une Meilleure Offre aux conditions énoncées dans cette lettre, (i) fournir à ce tiers des informations sur le Groupe AFP en vertu d'un accord de confidentialité et de stand-still usuel et (ii) participer à des discussions ou à des négociations avec ce tiers au sujet de sa Meilleure Offre, si et après que l'Offrante ait été informée par la Société dans les vingt-quatre (24) heures sur le prix de l'offre et les principaux termes et conditions de cette Meilleure Offre envisagée, y compris toute modification matérielle subséquente à ces termes et conditions, et qu'elle ait eu la possibilité de raisonnablement présenter son point de vue à la Société sur ces termes et conditions. Ni le conseil d'administration d'AFP ni un comité de celui-ci ne doit (i) révoquer ou retirer ou modifier sa décision de recommander l'acceptation de l'Offre ou l'approbation du rapport du conseil d'administration ou son émission, (ii) révoquer ou modifier ou assortir d'une réserve de manière défavorable à l'Offrante la recommandation de l'Offre ou du rapport du conseil d'administration, (iii) approuver ou conclure une lettre d'intention, un contrat d'acquisition ou contrat similaire en lien avec une transaction avec un tiers, (iv) approuver ou recommander, ou annoncer

publiquement qu'il approuve ou recommande une quelconque transaction avec un tiers, ou (v) dans chacun des cas énoncés sous (i) à (iv) ci-dessus, faire une annonce à cet effet, à moins que, dans chaque cas, une Meilleure Offre ne soit soumise au conseil d'administration de la Société jusqu'au dernier Jour de Bourse de la Période d'Offre, et que le conseil d'administration ne considère de bonne foi, après consultation de son conseiller juridique externe et son conseiller financier, que le tiers qui a soumis la Meilleure Offre est capable de soumettre, de financer et d'exécuter la Meilleure Offre dans un délai raisonnable, auquel cas la Société et le conseil d'administration d'AFP seront en droit d'entreprendre tout acte auquel il est fait référence sous (i) à (v) ci-dessus ; étant toutefois précisé qu'avant de procéder à un quelconque acte auquel il est fait référence sous (i) à (v) ci-dessus, la Société devra avoir promptement (en tout état de cause pas plus de vingt-quatre (24) heures suivant la réception) notifié l'Offrante de cette Meilleure Offre par écrit en y incluant l'identité de la personne ayant soumis cette Meilleure Offre ainsi que les termes et conditions de cette Meilleure Offre, et devra avoir octroyé à l'Offrante cinq (5) Jours de Bourse aux fins de soumettre une offre contraignante améliorée, qui soit au moins aussi favorable aux détenteurs d'Actions AFP que la Meilleure Offre, auquel cas il sera interdit à la Société d'entreprendre un quelconque des actes énoncés sous (i) à (v) ci-dessus ou de procéder à toute autre démarche qui affecterait négativement l'Offre ou son succès.

- Le conseil d'administration d'AFP s'est engagé à publier concomitamment avec le rapport du conseil d'administration concernant l'Offre, et comme partie intégrante de celui-ci, la fairness opinion commandée auprès d'IFBC SA confirmant que le Prix de l'Offre est équitable d'un point de vue financier.
- Sous réserve de la réalisation de toutes les Conditions de l'Offre, ou de la renonciation par l'Offrante à leur réalisation, la Société s'est engagée à promptement enregistrer l'Offrante ou, le cas échéant, l'une de ses sociétés affiliées, dans le registre des actions de la Société avec droits de vote concernant toutes les Actions AFP détenues et acquises par elles avec effet dès l'Exécution ou avant.
- Les parties ont conclu des engagements usuels aux fins d'œuvrer en faveur de la réalisation des Conditions de l'Offre.
- La Société s'est engagée à déployer ses meilleurs efforts raisonnables pour soutenir l'Offrante dans ses efforts pour obtenir l'apport des Actions AFP à l'Offre. En particulier, la Société s'est engagée à déployer ses meilleurs efforts raisonnables, et à faire en sorte que ses sociétés affiliées ainsi que leurs représentants en fassent de même, afin (i) de soutenir et assister l'Offrante dans la préparation des documents de marketing pour l'Offre et soutenir et assister à la préparation de road shows raisonnables et d'événements promotionnels pour l'Offre, et faire en sorte que les membres concernés du conseil d'administration et de la direction générale d'AFP y participent aussi, et (ii) de contacter directement les actionnaires et les approcher (conjointement



avec l'Offrante, selon les demandes raisonnables de l'Offrante) afin qu'ils apportent leurs Actions AFP ou les Actions AFP qu'ils représentent à l'Offre (ou de vendre leurs Actions AFP si des restrictions s'appliquent à eux). En outre, la Société a confirmé que tous les membres du conseil d'administration et de la direction générale du groupe ont chacun confirmé qu'ils apporteront à l'Offre les Actions AFP qu'ils détiennent ou contrôlent directement ou indirectement.

- La Société s'est engagée à tenir une assemblée générale extraordinaire avant l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou, si celle-ci survient avant, l'Exécution, et à proposer et recommander aux actionnaires (i) l'élection au conseil d'administration de la Société, au comité de rémunération de la Société et à la présidence du conseil d'administration de cette dernière les personnes désignées par l'Offrante à l'élection, (ii) la décotation des Actions AFP de la SIX et (iii) la décharge des membres démissionnaires du conseil d'administration de la Société. Toutefois, la Société a le droit de convoquer et de tenir son assemblée générale annuelle avant la fin du mois de mai 2024 avec les objets ordinaires à l'ordre du jour, tels que requis par le droit suisse et de manière conforme à sa pratique antérieure, et d'inclure, en sus, les objets spécifiés aux points (i) à (iii) ci-dessus à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle 2024, si elle a lieu avant l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou, si celle-ci survient avant, l'Exécution.
- La Société s'est engagée à faire en sorte que tous les membres actuels du conseil d'administration de la Société démissionnent de leurs fonctions au sein du conseil d'administration de la Société et, le cas échéant, des conseils d'administration (ou organes équivalents) des Filiales de la Société, en signant une déclaration de démission au plus tard à l'échéance de la Période d'Offre. sous réserve de, et avec effet dès l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou, si celle-ci intervient avant, dès l'Exécution.
- La Société s'est engagée à coopérer avec l'Offrante en vue de maintenir ou de remplacer les accords d'affacturage ou de paiement anticipé existants de la Société, étant précisé que la Société sera tenue d'effectuer des paiements, de résilier, d'annuler ou de réduire de toute autre manière tout endettement financier existant de toute société du Groupe AFP avant l'Exécution, ou de conclure tout accord, document ou instrument ou de faire toute autre déclaration qui n'est pas subordonnée à la réalisation de l'Exécution.
- La Société s'est engagée à continuer de conduire ses activités en tant que going concern en tout temps entre la date de la Convention de Transaction jusqu'à l'Exécution, dans le courant ordinaire des affaires et de manière conforme à la pratique antérieure et au plan d'activités et au budget actuels, ainsi qu'avec la diligence requise, et à faire en sorte que le Groupe AFP en fasse autant. La Société s'est par ailleurs engagée à ne prendre certaines mesures, et à faire en sorte que chaque Filiale ne prenne certaines mesures, qu'avec l'accord préalable de l'Offrante, sous réserve des obligations découlant de la loi ou de la réglementation applicables.

- La Société s'est engagée à se conformer, et à faire en sorte que toutes ses Filiales et autres sociétés affiliées se conforment, à la best price rule figurant à l'art. 12 al. 1 OOPA en tout temps pendant la période courant de la date de signature de la Convention de Transaction jusqu'à la plus proche des dates suivantes : (i) le jour tombant six (6) mois après la fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation de l'Offre et (ii) la fin de la Convention de Transaction, et en particulier, sans limitation, à n'entreprendre aucun acte, et à faire en sorte que ses Filiales n'entreprennent aucun acte, qui déclencherait la best price rule selon l'art. 12 al. 1 let. b et l'art. 10 OOPA.
  
- En ce qui concerne le Short Term Incentive de la Société pour l'exercice 2023, la Société a le droit de fixer le bonus exécutif pour la direction générale d'une manière cohérente avec sa pratique antérieure en comparant la réalisation des objectifs de performance pour 2023 avec les états financiers annuels audités pour l'exercice 2023, et les objectifs individuels qualitatifs fixés pour l'exercice 2023; en ce qui concerne le Short Term Incentive de la Société pour l'exercice 2024, la Société a le droit de déterminer (i) un bonus exécutif cible pour les membres de la direction générale du groupe d'un montant total allant jusqu'à EUR 330'000 (ou l'équivalent en CHF) et (ii) les objectifs de performance pour 2024, chacun d'une manière cohérente à la pratique antérieure. Si l'Exécution intervient, l'Offrante fera en sorte que la Société détermine, en temps voulu en 2025, le bonus exécutif pour l'exercice 2024 auquel chaque membre de la direction générale du groupe aura droit de manière cohérente avec la pratique antérieure de la Société, en comparant la réalisation des objectifs de performance pour 2024 avec les états financiers annuels audités pour l'exercice 2024 et les objectifs individuels qualitatifs fixés pour l'exercice 2024. Dans la mesure jugée nécessaire par l'Offrante, une décision préalable de la COPA doit être obtenue confirmant que la détermination du bonus exécutif pour 2023 et/ou 2024 ne relève pas du champ d'application de la best price rule ou ne la déclenche pas.
  
- La Société ajustera son Performance Share Plan et son Phantom Stock Plan 2023 comme suit, pour autant que (i) toutes les Conditions de l'Offres soient remplies ou aient fait l'objet d'une renonciation au moment où elles doivent être remplies ou faire l'objet d'une renonciation, (ii) l'organe de contrôle de l'Offre n'a pas déterminé que les ajustements suivant violent ou déclenchent la best price rule ou ne sont autrement pas conformes au droit Suisse des OPA, et (iii) la COPA ou toute autre entité gouvernementale ait rendu une décision ou un décret selon lequel les ajustements suivants n'entrent pas dans le champ d'application de la best price rule et du principe de l'égalité entre les destinataires de l'offre ou ne déclenchent pas la best price rule ou contreviennent autrement au droit Suisse des OPA (en ce qui concerne le Phantom Stock Plan 2023, sous réserve du consentement des détenteurs des actions fantômes, si le droit applicable l'exige):
  - Ajustements au Performance Share Plan (28'938 actions de performance (objectif) en trois tranches annuelles (2021, 2022 et 2023), et concernant la quatrième tranche de 2024, la Société a le

droit, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale annuelle de 2024, d'attribuer des actions de performance aux membres de la direction générale du groupe pour un montant total de EUR 240'000): (i) la période d'acquisition applicable aux actions de performance sera accélérée pour se terminer au plus tard le dernier Jour de Bourse précédant la Date d'Exécution, et tous les droits des détenteurs de ces actions seront entièrement acquis à cette date (la "**Date d'Acquisition Accélérée**"); (ii) selon la décision du conseil d'administration de la Société, les actions de performance seront acquises "à l'objectif", c'est-à-dire chaque action de performance donnera le droit de recevoir une Action AFP à la Date d'Acquisition Accélérée; et (iii) les actions de performance seront réglées en espèces en lieu et place d'Actions AFP.

- Ajustements au Phantom Stock Plan 2023 (certains employés du Groupe AFP autres que les membres de la direction générale du groupe ont reçu, à titre gratuit, un nombre total de 196'244 options d'achat réglées en numéraire portant sur des Actions AFP sur une période de quatre ans): (i) si le Prix de l'Offre payable par l'Offrante est inférieur ou égal au prix d'exercice de CHF 18.11 (le "**Prix d'Exercice**"), toutes les actions fantômes seront, et seront réputées, annulées, à la Date d'Acquisition Accélérée, et la Société, sous réserve de certaines conditions spécifiées dans le Phantom Stock Plan 2023, effectuera à chaque détenteur d'une action fantôme annulée un paiement compensatoire à hauteur de la valeur des actions fantômes annulées détenues par ce détenteur; (ii) si le Prix de l'Offre payable par l'Offrante dépasse le Prix d'Exercice, (a) toutes les périodes d'acquisition en cours prendront fin et tous les droits des détenteurs d'actions fantômes seront entièrement acquis à la Date d'Acquisition Accélérée, (b) le prix de rachat (tel que défini dans le Phantom Stock Plan 2023) sera fixé au Prix de l'Offre et le bonus brut (tel que défini dans le Phantom Stock Plan 2023) sera basé sur un prix de rachat égal au Prix de l'Offre, (c) toutes les actions fantômes seront réputées avoir été exercées en totalité à la Date d'Acquisition Accélérée et (d) la Société, sous réserve de certaines conditions spécifiées dans le Phantom Stock Plan 2023, versera à chaque détenteur d'une action fantôme le bonus brut (tel que défini dans le Phantom Stock Plan 2023, net de déductions) avec valeur à la Date d'Exécution.

Si et dans la mesure où l'organe de contrôle ou la COPA déterminent que l'un des ajustements ou l'une des déterminations ci-dessus déclenche la *best price rule* ou viole le principe de l'égalité de traitement entre les destinataires de l'offre ou d'autres dispositions du droit suisse des OPA, et obligerait l'Offrante à augmenter le Prix de l'Offre ou à modifier d'une autre manière les termes de l'Offre, la Société devra, après consultation préalable de l'Offrante, modifier cet ajustement de manière à le rendre conforme à la *best price rule* et à toute autre exigence légale, à condition (i) qu'une décision préalable de la COPA ait été obtenue confirmant cette conformité

et (ii) que ces ajustements modifiés ne soient pas globalement plus avantageux que les ajustements et les déterminations spécifiés ci-dessus.

- Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale annuelle 2024, la Société a le droit de déterminer une rémunération fixe en espèces pour les membres du conseil d'administration de la Société pour la période allant de l'assemblée générale annuelle 2024 à l'assemblée générale annuelle 2025 d'un montant total pouvant aller jusqu'à CHF 200'000 (ou l'équivalent en euros), en conformité avec les lois applicables, étant entendu que, si l'Offrante l'estime nécessaire, une décision préalable de la COPA devra avoir été obtenue confirmant que cette rémunération n'entre pas dans le champ d'application de la *best price rule* ou ne la déclenche pas. Dans la mesure où elle n'aurait pas été payée avant la Date d'Exécution, cette rémunération sera payée, au pro-rata de la Date d'Exécution, aux membres du conseil d'administration d'AFP en fonction de la valeur à la Date d'Exécution.
- Les parties se sont concédées certaines assurances et garanties usuelles pour ce type de transaction. Entre autres, la Société a garanti qu'au jour de la Convention de Transaction (i) elle n'a pris, proposé ou approuvé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, aucun acte qui aurait un effet dilutif sur les Actions AFP, (ii) elle n'a pas connaissance de faits ou circonstances qui n'auraient pas été divulgués de manière adéquate à l'Offrante ni diffusés au public conformément aux lois et réglementations applicables et dont on peut raisonnablement penser qu'ils auraient, s'ils étaient diffusés, un effet significatif (a) sur les perspectives commerciales, les actifs ou les activités de la Société ou (b) sur le prix des Actions AFP, et elle ne reporte aucun fait susceptible d'influencer sur les cours selon l'art. 54 du règlement de cotation de SIX, autre, dans chaque cas, que les transactions envisagées par la Convention de Transaction et le Contrat d'achat d'actions; et (iii) elle n'a pas connaissance de faits ou circonstances qui pourraient significativement entraver ou empêcher l'Exécution ou la satisfaction des Conditions de l'Offre. La Société a convenu de transmettre à l'Offrante, à certaines dates, un certificat écrit émis par le président du conseil d'administration et le CEO de la Société confirmant par écrit qu'à leur meilleure connaissance, les assurances données demeurent véridiques et correctes à la date en question.
- La Société s'est engagée à soutenir toutes démarches proposées par l'Offrante en vue d'aboutir au contrôle de 100 % des Actions AFP, de décoter les Actions AFP de la SIX et de préparer et faciliter la combinaison et l'intégration du Groupe AFP avec et dans le Groupe Offrant.
- Pour autant que l'Offre soit exécutée, et sous réserve d'actes ou d'omissions intentionnels ou frauduleux, ou d'actions prises en contravention ou en contradiction à la Convention de Transaction, l'Offrante accepte de voter, et de faire en sorte que chacune de ses sociétés affiliées (le cas échéant) vote, toutes ses ou leurs Actions AFP en faveur de la décharge des personnes qui, au moment de la signature de la Convention de Transaction et/ou lors de l'Exécution de l'Offre, sont membres du conseil d'administration d'AFP ou de

la direction générale de son groupe, respectivement sont membres du conseil d'administration ou de la direction générale des Filiales de la Société.

- Sous réserve de l'exécution de l'Offre, l'Offrante s'est engagée à faire en sorte que l'Offrante, la Société, et chacune de leurs sociétés affiliées respectives s'abstiennent de soulever ou de faire valoir toute prétention contre tout membre actuel ou ancien du conseil d'administration d'AFP ou de la direction générale du groupe pour des dommages que la Société ou ses Filiales ont ou pourraient avoir subi sur la base de la responsabilité des administrateurs ou directeurs découlant de tout événement survenu à la Date d'Exécution ou avant celle-ci, étant précisé que cet engagement ne s'applique pas (i) aux actes ou aux violations du devoir de fidélité ou aux omissions intentionnels ou frauduleux, (ii) à toute violation de la Convention de Transaction et (iii) à toute violation du Contrat d'achat d'actions par un tel membre du conseil d'administration d'AFP ou de la direction générale du groupe.
- La Convention de Transaction peut être résiliée avec effet immédiat (i) par accord mutuel écrit des deux parties, (ii) par chacune des parties si l'Offre n'aboutit pas ou est retirée en conformité avec les exigences légales applicables et les Conditions de l'Offre, (iii) par chacune des parties si l'Offrante déclare publiquement que l'Offre ne sera pas poursuivie ou a échoué, ou si l'Offrante renonce à lancer, continuer ou exécuter l'Offre en accord avec le droit suisse des OPA, ou si la COPA interdit le lancement, le maintien ou l'exécution de l'Offre, à condition que la partie cherchant à y mettre fin ne viole pas la Convention de Transaction, (iv) par chacune des parties si l'autre partie ne se conforme pas à une obligation importante ou viole les assurances et garanties données en vertu de la Convention de Transaction, à moins qu'il ne soit promptement et entièrement remédié à la violation par la partie en défaut, (v) par l'Offrante, si la Société conclut un contrat définitif avec une partie tierce concernant une transaction avec un tiers, et (vi) par l'Offrante, si le conseil d'administration de la Société ou l'un de ses comités (a) ne recommande pas l'Offre de manière inconditionnelle aux actionnaires de la Société comme prévu par la Convention de Transaction, (b) retire, modifie ou assortit d'une réserve sa recommandation d'accepter l'Offre ou procède à une annonce à cet effet, ou (c) approuve ou recommande une transaction de tiers ou procède à une annonce à cet effet.

### **3.2 Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante ou AFP et des actionnaires d'AFP**

#### ***Contrat d'achat d'actions***

Le 15 février 2024, l'Offrante, d'une part, et Montana Tech Components SA et Xoris GmbH, d'autre part, ont conclu le Contrat d'achat d'actions, en vertu duquel l'Offrante acquiert 9'803'167 Actions AFP, correspondant à 56.67% du capital-actions et des droits de vote de la Société à la date de l'Annonce Préalable. La structure du prix d'achat convenue par les parties en vertu du Contrat d'achat d'actions reflète la section relative au Prix de l'Offre (cf. *section A3 (Prix de l'Offre)*,

c'est-à-dire que le Prix de l'Offre sera identique au prix d'achat par Action AFP qui doit être payé en vertu du Contrat d'achat d'actions. Les parties ont convenu d'un mécanisme de résolution de conflit usuel afin de garantir la détermination finale du prix d'achat à payer par Action AFP en vertu du Contrat d'achat d'actions (ainsi que le Prix de l'Offre qui doit être payé en vertu de l'Offre).

L'exécution du Contrat d'achat d'actions est soumise à des conditions suspensives conformes aux normes du marché. En particulier, toutes les approbations réglementaires doivent avoir été obtenues ou toutes les périodes d'attente applicables doivent avoir expiré ou avoir été abrogées par les autorités compétentes. L'exécution du Contrat d'achat d'actions ne pourra en aucun cas avoir lieu plus de douze (12) mois après la date de signature du Contrat d'achat d'actions (la "**Date Butoir**"). Toutefois, à tout moment avant la Date Butoir, l'Offrante peut, à sa seule et libre discrétion, repousser unilatéralement la Date Butoir (une ou plusieurs fois) d'un maximum de trois (3) mois au total en le notifiant par écrit aux Venderesses. Si une condition suspensive n'a pas été remplie ou qu'il n'y a pas été renoncé (pour autant qu'une telle renonciation soit permise) au plus tard à la Date Butoir (repoussée), chaque partie peut, dans les vingt (20) jours ouvrés à compter de la Date Butoir, résilier le Contrat d'achat d'actions par notification écrite à l'autre partie, à moins que la partie qui résilie ait elle-même violé ses obligations en ce qui concerne les approbations réglementaires concernées ou la condition suspensive en question. En outre, les parties ont essentiellement convenu de ce qui suit:

- Le Contrat d'achat d'actions contient des assurances et garanties usuelles tant des Venderesses que de l'Offrante. Les assurances et garanties données par les Venderesses concernant AFP portent notamment sur la propriété, les états financiers, les impôts, la conduite des affaires, l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle et informatiques, et la conformité au droit (*compliance*).
- L'Offrante s'est organisée une assurance garanties contre les violations des assurances et garanties des Venderesses, laquelle couvre entièrement toutes les prétentions que l'Offrante peut avoir contre les Venderesses pour de telles violations (à l'exception des prétentions contre une Venderesse seule pour certaines assurances et garanties fondamentales ou en cas de fraude ou de dol intentionnel). Les coûts de la couverture d'assurance sont pris en charge par l'Offrante.
- L'Offrante a accepté de préparer toutes les requêtes, demandes et soumissions réglementaires nécessaires et de les déposer dès que possible après la conclusion du Contrat d'achat d'actions. L'Offrante a le droit de diriger toutes les affaires relatives aux requêtes et approbations réglementaires. Les Venderesses ont accepté de veiller à ce que l'Offrante et ses conseillers juridiques reçoivent toutes les informations nécessaires dès que possible afin de permettre à l'Offrante (i) de préparer et soumettre les requêtes réglementaires en temps voulu conformément au Contrat d'achat d'actions, et (ii) d'obtenir

les approbations réglementaires et autres autorisations étatiques pour l'exécution du Contrat d'achat d'actions.

- L'Offrante a accepté de prendre toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour obtenir toutes les approbations réglementaires ou les confirmations de non-objection, le cas échéant, pour toutes les requêtes réglementaires nécessaires en vertu des lois applicables pour l'exécution du Contrat d'achat d'actions et pour la satisfaction des conditions suspensives dès que possible, mais au plus tard et en tout état de cause à la Date Butoir. Ces mesures doivent inclure, entre autres, d'offrir d'accepter et de convenir, dans les premières phases des procédures avec les autorités respectives, de remèdes appropriés pour répondre aux préoccupations de ces autorités; à condition, toutefois, que ces mesures n'incluent aucune obligation d'agir de quelque manière que ce soit ou d'accepter des mesures correctives ou des engagements au niveau de l'Offrante et de ses sociétés affiliées, y compris tout fonds conseillé ou géré par One Rock ou une autre de leurs sociétés en portefeuille ou sociétés affiliées d'une telle société en portefeuille (à l'exception de Constantia Flexibles Holding GmbH et de ses Filiales) et à condition également que l'Offrante ne soit en aucun cas tenue d'offrir une mesure corrective si cette mesure, individuellement ou dans son ensemble, consisterait à désinvestir des activités ou des actifs qui ont généré ou ont contribué à générer des produits dont le chiffre d'affaires net externe est supérieur à EUR 58.9 millions au cours de la période de douze (12) mois qui a pris fin le 31 décembre 2022 (dont le calcul du montant inclura la valeur en euros de toutes les dépenses en capital qui peuvent résulter d'un engagement de financer des investissements dans les activités à désinvestir ou à vendre; les Dépenses d'Investissement Supplémentaires (telles que définies ci-dessous) ne devant pas être incluses dans le calcul du chiffre d'affaires net externe (le Plafond de Matérialité des Mesures Correctives). Vient également s'imputer sur le Plafond de Matérialité des Mesures Correctives, les ventes nettes externes qui ont été contribuées ou générées par des actifs qui doivent être désinvestis et qui ont généré ou contribué à générer des revenus à partir de produits qui ne doivent pas être désinvestis ou vendus (les Produits Hors Périmètre) ; à moins que, et dans la mesure où, les actifs restants dans le groupe concerné dont les actifs doivent être désinvestis ou vendus (c'est-à-dire Constantia Flexibles Holding GmbH et ses Filiales ou la Société et ses Filiales) puissent produire les Produits Hors Périmètre avec la capacité disponible après avoir pris des mesures de réorganisation raisonnables sur le plan commercial. Si le Plafond de Matérialité des Mesures Correctives est atteint et si cela est nécessaire pour garantir la satisfaction de la condition suspensive concernant l'obtention de toutes les approbations réglementaires, l'Offrante est tenue de fournir des dépenses d'investissement supplémentaires (les Dépenses d'Investissement Supplémentaires) qui peuvent résulter d'un engagement à financer des investissements dans les activités à désinvestir ou à vendre jusqu'à un montant maximum de EUR 18.5 millions (les Dépenses d'Investissement Supplémentaires Maximales).

- Dès la signature du Contrat d'achat d'actions jusqu'à son exécution, les Venderesses se sont engagées à faire en sorte qu'AFP et ses Filiales, dans la mesure où les lois applicables le permettent et où elles en ont le contrôle raisonnable, continuent à conduire leurs activités en tant que *going concern* dans le cours ordinaire des affaires, avec la diligence d'un homme d'affaires prudent et de manière conforme à la pratique antérieure.
- Les Venderesses et l'Offrante ont convenu d'un mécanisme habituel d'absence de fuite.
- Les Venderesses se sont engagées à faire en sorte que (i) les membres actuels du conseil d'administration d'AFP démissionnent entre le 15 février 2024 et l'exécution du Contrat d'achat d'actions et que (ii) les personnes proposées par l'Offrante soient élues en tant que nouveaux membres du conseil d'administration d'AFP, à chaque fois à condition, et dès la survenance de l'exécution du Contrat d'achat d'actions ou, si celle-ci est antérieure, de l'Exécution.
- Chaque Venderesse s'est engagée individuellement à ne rien faire, à compter du 15 février 2024 et jusqu'à l'expiration de la période durant laquelle la *best price rule* au sens de l'art. 10 OOPA s'applique, qui puisse déclencher la *best price rule* au sens de l'art. 10 OPAA, et de faire en sorte que toutes ses Filiales et sociétés affiliées en fassent de même.
- Sous réserve de dispositions impératives, chaque Venderesse s'est engagée individuellement à ne pas, directement ou indirectement, (i) solliciter, initier ou encourager la soumission d'une transaction concurrente ou prendre toute autre mesure susceptible d'encourager, de faciliter, de soutenir ou d'aider à la préparation d'une transaction, d'un accord ou d'une entente susceptible, directement ou indirectement, d'empêcher, de restreindre matériellement, de retarder ou de concurrencer l'Offre, ni (ii) d'initier, participer ou poursuivre des discussions ou des négociations concernant une transaction concurrente ou de fournir des informations à un tiers concernant AFP ou l'une de ses Filiales ou de coopérer de quelque manière que ce soit avec, ou sciemment d'assister, participer ou encourager tout effort d'un tiers qui cherche à effectuer, ou a effectué, une transaction concurrente.
- Les parties ont convenu que chaque partie prendra en charge tous les impôts encourus par, ou prélevés sur elle en relation avec les transactions prévues dans le Contrat d'achat d'actions. Toutes taxes imposées par le droit applicable au transfert des Actions AFP (par exemple, les droits de timbre de négociation) sont à la charge de l'Offrante.
- Les parties ont prévu des engagements de confidentialité usuels pour ce type de transaction.



### **Contrats d'Options Immobiliers**

Le 15 février 2024, l'Offrante a conclu deux contrats avec deux sociétés affiliées à Montana Tech Components SA (les "**Contrats d'Options**"). Sur la base de chaque Contrat d'Option, l'Offrante s'est vu accordée une option d'achat contre le paiement de EUR 10'000.- pour l'acquisition de sociétés détenant des biens immobiliers respectivement en Croatie et en France, pour la valeur du marché des biens (prix d'achat de l'option d'achat). Les biens immobiliers sont actuellement loués à des sociétés du Groupe AFP. L'exercice des options d'achat est soumis à l'exécution du Contrat d'achat d'actions. Les options d'achat peuvent être exercées en tout temps (après l'exécution du Contrat d'achat d'actions) jusqu'au 31 décembre 2025.

### **Contrats de Bail Adaptés**

Certains contrats de bail et de sous-location existants entre certaines sociétés du Groupe AFP (en qualité de locataires ou sous-locataires) et des personnes liées à Montana Tech Components SA (en qualité de baillereses ou de locataires) ont été adaptés par des avenants respectifs (les "**Contrats de Bail Adaptés**"). En ce qui concerne les biens immobiliers en Croatie, le locataire a la possibilité de prolonger unilatéralement la durée du bail jusqu'à quatre fois, les trois premières fois pour une période de trois ans chacune et la quatrième fois pour une période de deux ans. En ce qui concerne les biens immobiliers en France, le sous-locataire a le droit de prolonger le bail pour neuf ans et les conditions dans lesquelles le sous-locataire peut sous-louer les immeubles loués sont définies. Les nouveaux loyers pour les biens immobiliers en Croatie et en France seront convenus entre les parties sur la base des conditions du marché en vigueur à ce moment-là. Les Contrats de Bail Adaptés sont soumis à l'exécution du Contrat d'achat d'actions.

### **3.3 Accords entre personnes agissant de concert avec l'Offrante (et des personnes liées à l'Offrante) et des entités du Groupe AFP**

Les accords suivants existent entre des personnes agissant de concert avec l'Offrante (à l'exclusion d'AFP et de ses Filiales) et des personnes liées à l'Offrante, d'une part, et des entités du Groupe AFP, d'autre part:

- contrat de services de gestion financière conclu entre Montana Tech Components GmbH et Aluflexpack SA;
- contrat de bail conclu entre Global Equity Partners Beteiligungs-Management GmbH et AFP Group GmbH;
- contrat de mandat conclu entre Xoris GmbH et Aluflexpack SA;
- contrat concernant deux parkings conclu entre Glacis Beisl Gastronomiebetriebsgmbh et AFP Group GmbH; et
- contrat concernant les coûts salariaux d'un employé d'AFP conclu entre Montana Tech Components GmbH et Aluflexpack SA.

Tous ces accords ne sont pas liés à l'Offre.

### **3.4 Absence d'autres accords**

Hormis les accords résumés ci-avant, il n'existe pas d'accords entre l'Offrante et ses actionnaires d'une part et AFP, les membres de son conseil d'administration et de sa direction et ses actionnaires d'autre part, par rapport à, ou en lien avec, l'Offre.

### **3.5 Informations confidentielles**

L'Offrante confirme au sens de l'art. 23 al. 2 OOPA que ni l'Offrante, ni les personnes agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA (hormis AFP et ses Filiales) ont reçu, directement ou indirectement, d'AFP des informations confidentielles concernant AFP qui pourraient influencer de manière significative la décision des destinataires de l'Offre, à l'exception des informations qui ont été rendues publiques dans le présent Prospectus d'Offre et dans le rapport du conseil d'administration d'AFP (cf. section F (Rapport du Conseil d'administration d'AFP selon l'art. 132 LIMF)).

## **E Rapport de l'organe de contrôle selon l'art. 128 LIMF du 27 mars 2024**

### **Rapport de l'organe de contrôle conformément à l'article 128 de la loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés ("LIMF")**

En notre qualité d'organe de contrôle reconnu pour la vérification d'offres publiques d'acquisition au sens de la LIMF, nous avons vérifié le prospectus d'offre de Constantia Flexibles GmbH ("**l'Offrant**"). Le rapport du conseil d'administration de la société cible et la fairness opinion de IFBC AG n'ont pas fait l'objet de notre vérification.

L'Offrant est responsable de l'établissement du prospectus d'offre. Notre mission consiste à vérifier et à apprécier le prospectus d'offre. Nous attestons que nous remplissons les exigences d'indépendance conformément au droit des offres publiques d'acquisition et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Notre vérification a été effectuée conformément à la Norme d'audit suisse 880 selon laquelle un contrôle en accord avec l'art. 128 LIMF doit être planifié et réalisé de telle manière que l'exhaustivité formelle du prospectus d'offre selon la LIMF et ses ordonnances soit établie et que les anomalies significatives soient constatées avec une assurance raisonnable, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, même si les chiffres 4 à 7 suivants ne sont pas établis avec la même assurance que les chiffres 1 et 3. Nous avons vérifié les indications figurant dans le prospectus en procédant à des analyses et à des examens par sondages. Notre travail a par ailleurs consisté à évaluer dans quelle mesure la LIMF, ses ordonnances et la

décision des OPA ont été respectées. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation

1. l'Offrant a pris les mesures nécessaires pour que les fonds requis soient disponibles à la date de l'exécution de l'offre;
2. les dispositions relatives aux offres de prise de contrôle, et en particulier les dispositions relatives au prix minimum, ont été respectées; et
3. la Best Price Rule a été respectée jusqu'à 27 mars 2024.

De plus, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que:

4. l'égalité de traitement des destinataires de l'offre n'a pas été respectée;
5. le prospectus d'offre n'est pas exhaustif et exact aux dispositions de la LIMF, ses ordonnances et la décision des OPA;
6. le prospectus d'offre n'est pas conforme à la LIMF, ses ordonnances et la décision des OPA; et
7. les dispositions relatives aux effets de l'annonce préalable de l'offre n'ont pas été respectées.

Le présent rapport ne saurait constituer une recommandation d'acceptation ou de refus de l'offre ni une attestation (fairness opinion) portant sur l'adéquation financière du prix de l'offre.

Ernst & Young SA

Marc Filleux  
Partner

Nadia Schneider  
Senior Manager

## **F Rapport du Conseil d'administration d'AFP selon l'art. 132 LIMF<sup>1</sup>**

Le conseil d'administration (le **Conseil d'Administration**) d'Aluflexpack SA, dont le siège est à Reinach (AG), Suisse, (**AFP**), prend position par la présente, conformément à l'art. 132, al. 1 de la loi fédérale suisse sur l'infrastructure des marchés financiers (**LIMF**) et aux art. 30 à 32 de l'ordonnance suisse sur les OPA (**OOPA**), sur l'Offre publique d'achat (l'**Offre**) de Constantia Flexibles GmbH (l'**Offrante**) portant sur toutes les actions nominatives de l'AFP d'une valeur nominale de CHF 1.00 chacune (chaque action étant une **Action-AFP**) en mains du public.

---

<sup>1</sup> Dans cette Section F (*Rapport du Conseil d'administration d'AFP selon l'art. 132 LIMF*), des définitions divergeant partiellement du reste du Prospectus d'Offre sont utilisées.

## 1 Recommandation

Sur la base d'un examen approfondi de l'Offre et en tenant compte de la *fairness* opinion d'IFBC SA (voir section 2.1 ci-dessous), qui fait partie intégrante du présent rapport, le Conseil d'Administration a décidé à l'unanimité, lors de deux votes distincts (voir section 4.1 ci-dessous), de recommander aux actionnaires d'AFP d'accepter l'Offre.

## 2 Justification

La recommandation du Conseil d'Administration se base sur les considérations suivantes :

### 2.1 Prix de l'offre

Le prix de base proposé par l'Offrante dans le cadre de l'Offre est de 15,00 CHF net pour chaque Action-AFP (le **Prix de Base**). Le Prix de Base peut être augmenté selon les conditions de l'Offre jusqu'à 18,75 CHF net pour chaque Action-AFP (le **Prix Maximum** et le prix final de l'Offre, le **Prix de l'Offre**).

Le Prix de Base correspond à une prime de 72% par rapport au cours de clôture de l'Action-AFP le 15 février 2024, dernier jour de négoce avant la date de l'annonce préalable, de 8,71 CHF par Action-AFP, et à une prime de 78% par rapport au cours moyen pondéré en fonction du volume de toutes les transactions en bourse sur les Actions-AFP pendant les 60 jours de négoce précédant la publication de l'annonce préalable, de 8,4263 CHF par Action-AFP (le **VWAP à 60 jours**). Le Prix Maximum représente une prime de 115% par rapport au cours de clôture par Action-AFP le 15 février 2024 et une prime de 123% par rapport au VWAP à 60 jours.

Le Conseil d'Administration a mandaté IFBC SA de rédiger une *fairness opinion* afin d'évaluer l'adéquation du Prix de l'Offre d'un point de vue financier. Dans son *fairness opinion* du 5 mars 2024 (la **Fairness Opinion**), IFBC SA a déterminé, sur la base de différentes méthodes d'évaluation conformes au marché, une fourchette d'évaluation comprise entre CHF 11,45 et CHF 21,03 et a conclu que la fourchette de prix de CHF 15,00 à CHF 18,75 par Action-AFP était juste et appropriée d'un point de vue financier, sous réserve des hypothèses formulées dans la Fairness Opinion. La Fairness Opinion peut être commandée gratuitement en allemand, français et anglais auprès du département Investor Relations d'AFP (e-mail : [ir@aluflexpack.com](mailto:ir@aluflexpack.com)), téléphone : +43 664 858 11 38) ou téléchargée sous <https://www.aluflexpack.com/investors-governance/>.

Sur la base des considérations ci-dessus et du résultat de la Fairness Opinion, le Conseil d'Administration estime que le Prix de l'Offre est adéquat.

## **2.2 Justification Commerciale**

Les gammes de produits de l'Offrante et d'AFP se complètent en ce qui concerne les marchés géographiques sur lesquels l'Offrante et AFP sont actifs. L'intégration d'AFP dans le groupe de l'Offrante et d'AFP conduit donc à une gamme de produits élargie et à une plus grande portée géographique.

En outre, les deux parties bénéficieront de la combinaison des chaînes de valeur, qui permettra de rationaliser les opérations, de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité globale. Cette combinaison optimisera l'utilisation des ressources et améliorera la coordination entre les différentes étapes de la production, ce qui se traduira en fin de compte par une plus grande compétitivité, car les deux parties seront mieux positionnées pour fournir des solutions d'emballage plus innovantes, capitaliser sur les économies d'échelle et s'adapter plus rapidement à la dynamique du marché.

En plus de cela, l'Offrante et AFP visent à combiner leurs efforts en ce qui concerne la durabilité et la circularité, afin d'apporter une valeur ajoutée aux clients. Dans l'ensemble, l'Offrante et l'AFP, grâce à l'échange de savoir-faire entre les équipes expérimentées des deux parties et aux avantages opérationnels supplémentaires, seront en mesure d'améliorer les projets actuels liés au développement durable. Les parties estiment que les synergies résultant de l'intégration de l'AFP seront un avantage pour leurs clients.

Sur la base des considérations ci-dessus, le Conseil d'Administration estime que l'Offre est dans le meilleur intérêt d'AFP et de ses actionnaires ainsi que ses autres parties prenantes.

## **2.3 Vente d'une majorité d'Actions de l'AFP par les actionnaires majoritaires de l'AFP**

Conformément aux conditions du SPA (telles que définies et résumées dans la section D3.2 du Prospectus de l'Offre), Montana Tech Components AG (**MTC**) et Xoris GmbH (**Xoris**) ont accepté de vendre la majorité du capital-actions et des droits de vote de l'AFP, soit 56,67% de toutes les Actions-AFP, à l'Offrante. Bien que le prix par action dans le cadre du SPA et le Prix de l'Offre soient identiques et que le SPA et l'Offre soient essentiellement parallèles, la conclusion du SPA est indépendante de l'Offre et de son succès. L'Offre donne aux actionnaires minoritaires de l'AFP la possibilité de céder leur participation aux mêmes conditions que les actionnaires majoritaires. D'autre part, les actionnaires qui ne présentent pas leurs Actions-AFP à l'Offre doivent s'attendre à ce que l'AFP ait un nouvel actionnaire majoritaire à la consommation du SPA, qui déterminera la stratégie de l'AFP, laquelle pourra être différente de la stratégie actuelle.

## **2.4 Squeeze-out et décotation**

Au cas où l'Offrante détiendrait plus de 98% des droits de vote de l'AFP après l'exécution de l'Offre et du SPA, l'Offrante a indiqué qu'elle avait l'intention de

demander l'annulation des Actions-AFP restantes contre paiement du Prix de l'Offre, conformément à l'article 137 LIMF.

Dans le cas où l'Offrante détiendrait entre 90% et 98% des droits de vote d'AFP après l'exécution de l'Offre et du SPA, l'Offrante a indiqué qu'elle a l'intention de fusionner AFP par le biais d'une fusion avec indemnisation en espèces avec une société contrôlée directement ou indirectement par l'Offrante au sens de l'art. 8 para. 2 de la loi fédérale suisse sur la fusion et d'indemniser les actionnaires minoritaires restants d'AFP en espèces ou d'une autre manière, mais pas avec des actions de la société survivante. Les conséquences fiscales suisses d'un tel squeeze-out par le biais d'une fusion avec indemnisation en espèces peuvent, selon la forme de la fusion, être nettement moins favorables que les conséquences fiscales de l'apport des Actions-AFP à l'Offre. Les conséquences fiscales suisses pour les actionnaires qui apportent leurs Actions-AFP à l'Offre et pour les actionnaires qui n'apportent pas leurs Actions-AFP sont décrites en détail dans la section H7 du Prospectus de l'Offre.

Après l'exécution de l'Offre et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale d'AFP, l'Offrante fera probablement en sorte que l'AFP demande la décotation des Actions-AFP de la SIX Swiss Exchange et une exemption de certaines obligations de publication et de publicité conformément au règlement de cotation jusqu'à la date de décotation des Actions-AFP.

## **2.5 Conclusion**

Sur la base des considérations résumées ci-dessus, le Conseil d'Administration recommande à l'unanimité aux actionnaires d'AFP d'apporter leurs Actions-AFP à l'Offre.

## **3 L'accords entre l'Offrante et AFP**

Le 27 octobre 2023, l'AFP et One Rock Capital Partners Limited, une filiale de l'Offrante, ont conclu un accord de confidentialité avec des conditions habituelles pour ce type de transaction (**l'Accord de Confidentialité**). Après la signature de l'Accord de Confidentialité, One Rock Capital Partners Limited et certaines de ses filiales (y compris l'Offrante) ont effectué un examen de diligence raisonnable concernant AFP. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la section D3.1 du Prospectus d'Offre.

Le 15 février 2024, l'Offrante et l'AFP ont conclu la convention de transaction par laquelle l'Offrante s'est engagé à présenter et à exécuter l'Offre ou à faire en sorte que l'une de ses filiales directes ou indirectes détenues à 100% présente et exécute l'Offre. Un résumé des principales conditions de l'accord de transaction figure dans le Prospectus de l'Offre à la section D3.1.

## **4 Conflits d'intérêts potentiels des membres du Conseil d'Administration et de la direction supérieure**

### **4.1 Le Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration est composé des membres suivants :

- Martin Ohneberg, président du Conseil d'Administration;
- Alois Bühler;
- Christian Hosp;
- Markus Vischer; et
- Bernd Winter.

Dans l'accord de transaction, AFP s'est engagée à soutenir l'Offre et à recommander aux actionnaires de l'AFP d'accepter l'Offre. AFP s'est également engagée à veiller à ce que tous les membres existants du Conseil d'Administration démissionnent de leur(s) fonction(s) au sein du Conseil d'Administration et (le cas échéant) des conseils d'administration ou des organes équivalents des filiales de l'AFP en signant une déclaration de démission jusqu'à la fin de la période d'Offre, sous réserve et avec effet à la première des deux dates suivant: Date d'exécution des transactions prévues dans le SPA; ou Date d'exécution de l'Offre (c'est-à-dire sous réserve de l'obtention de toutes les autorisations réglementaires). En outre, AFP s'est engagée à convoquer et à tenir une assemblée générale afin d'élire les personnes proposées par l'Offrante comme nouveaux membres et comme nouveau président du Conseil d'Administration et de la direction supérieure et comme nouveaux membres du comité de rémunération. Un résumé des principales conditions de l'accord de transaction figure dans le Prospectus de l'Offre à la section D3.1.

Dans le cadre du SPA, MTC et Xoris se sont engagés à vendre un total de 9'803'167 Actions-AFP à l'Offrante, ce qui représente environ 56,67% du capital-actions d'AFP. MTC et Xoris se sont également engagés, entre autres, à voter avec leurs Actions-AFP, avant la consommation du SPA, en faveur de la nomination des personnes qui seront proposées par l'Offrante comme nouveaux membres du conseil d'administration d'AFP (pour plus de détails, voir la section D3.1 du Prospectus de l'Offre).

Christian Hosp et Markus Vischer sont membres du Conseil d'Administration de MTC, et Xoris est détenue à 100% par Martin Ohneberg. Afin de prévenir tout conflit d'intérêts potentiel, le Conseil d'Administration a décidé de procéder à deux votes, Christian Hosp, Markus Vischer et Martin Ohneberg s'abstenant, sur ce rapport, à la convention de transaction et à l'Offre, Christian Hosp, Markus Vischer et Martin Ohneberg s'abstenant lors du premier vote. En outre, le Conseil d'Administration a mandaté la Fairness Opinion.

Sous réserve de ce qui précède, aucun membre du Conseil d'Administration n'a conclu d'accord contractuel ou autre avec l'Offrante ou une personne agissant de concert avec l'Offrante (à l'exception de l'AFP et de ses filiales), aucun membre du Conseil d'Administration n'a été élu à la demande de l'Offrante ou d'une personne

agissant de concert avec l'Offrante (à l'exception de l'AFP et de ses filiales), aucun membre du Conseil d'Administration n'est réélu par l'Offrante ou par une personne agissant de concert avec l'Offrante (à l'exception de l'AFP et de ses filiales lors de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires), et aucun membre du Conseil d'Administration n'exerce son mandat conformément aux instructions de l'Offrante ou d'une personne agissant de concert avec l'Offrante. En outre, et sous réserve de ce qui précède, les membres du Conseil d'Administration ne sont ni des organes ni des employés de l'Offrante ou d'une personne agissant de concert avec l'Offrante, et ils n'agissent pas non plus en tant qu'organes ou employés d'une entreprise qui entretient des relations commerciales importantes avec l'Offrante ou une personne agissant de concert avec l'Offrante.

## **4.2 La Direction Supérieure**

La direction supérieure de l'AFP (la **Direction Supérieure**) est composée des membres suivants :

- Johannes Steurer, Chief Executive Officer; et
- Lukas Kothbauer, Chief Financial Officer.

Johannes Steurer et Lukas Kothbauer ont tous deux confirmé qu'ils présenteraient leurs Actions-AFP (62'375 Actions-AFP au total) à l'Offre.

Sous réserve de ce qui précède, aucun membre de la Direction Supérieure n'a conclu d'accord contractuel ou autre avec l'Offrante ou une personne agissant de concert avec l'Offrante (à l'exception d'AFP et de ses filiales), et il n'est actuellement pas prévu de conclure de tels accords. Les membres de la Direction Supérieure ne sont ni des organes ni des employés de l'Offrante ou d'une personne agissant de concert avec l'Offrante (à l'exception d'AFP et de ses filiales), et ils n'agissent pas non plus en tant qu'organes ou employés d'une entreprise entretenant des relations commerciales importantes avec l'Offrante ou une personne agissant de concert avec l'Offrante (à l'exception d'AFP et de ses filiales).

## **5 Conséquences financières de l'Offre pour les membres du Conseil d'Administration et de la Direction Supérieure**

### **5.1 Conseil d'Administration**

A la date du présent rapport, les membres du Conseil d'Administration détiennent le nombre suivant d'Actions-AFP:



Martin Ohneberg <sup>2</sup>	533'167
Alois Bühler	0
Christian Hosp	0
Markus Vischer	0
Bernd Winter	0

Martin Ohneberg est le seul associé de Xoris qui a accepté de vendre 533'167 Actions-AFP à l'Offrante aux conditions du SPA et au même prix par Action-AFP que le Prix de l'Offre. En dehors de cela et sauf en leur qualité d'actionnaire de l'AFP et en ce qui concerne la rémunération fixe qui, si elle n'a pas encore été versée, sera payée en espèces au prorata jusqu'à la fin de leur mandat, l'Offre n'a aucune incidence financière pour les membres du Conseil d'Administration.

## 5.2 La Direction Supérieure

En plus de leur salaire fixe, les membres de la Direction Supérieure ont droit à une rémunération variable basée sur le Short-Term Incentive et à une rémunération variable basée sur le Performance Share Plan.

### *Short-Term Incentive*

Dans le cadre du Short-Term Incentive, les membres de la Direction Supérieure ont droit, en fonction de la réalisation de certains objectifs de performance prédéfinis, au versement d'un bonus variable annuel en espèces (l'**Executive Bonus**) dont le montant est compris entre 0 et 150 % du bonus cible (correspondant au bonus versé lorsque les objectifs sont atteints à 100 %). L'Executive Bonus de base cible pour le cadre dirigeant et les objectifs pour un exercice donné (année civile) sont fixés à l'avance par le Conseil d'Administration et le degré de réalisation des objectifs est déterminé par le Conseil d'Administration en comparant la réalisation des objectifs de performance avec les comptes annuels audités et les objectifs qualitatifs individuels fixés pour l'exercice concerné.

Le Short-Term Incentive n'a pas été modifié dans le cadre de l'Offre. En conséquence, l'Executive Bonus pour l'exercice (année civile) 2023 et l'exercice (année civile) 2024 sera déterminé et versé conformément aux conditions du Short-Term Incentive et en accord avec la pratique antérieure.

### *Performance Share Plan*

Dans le cadre du Performance Share Plan les membres de la Direction Supérieure ont droit à des Performance Shares par tranches annuelles, avec une période de performance de quatre ans chacune, chaque tranche étant débloquée à la fin du mois suivant l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tient la quatrième

<sup>2</sup> Les Actions-AFP sont détenues par Xoris.

année après la date d'attribution (les **Performance Shares**). Les Performance Shares donnent aux détenteurs le droit de recevoir, à la date du déblocage des droits, un nombre d'Actions-AFP compris entre 0 et 150 % du nombre des Performance Shares de base, en fonction de la réalisation de certains objectifs de performance définis dans le Performance Share Plan. La date du présent document, AFP a attribué un total de 28'938 Performance Shares (sur la base du nombre de base) en trois tranches annuelles (2021, 2022 et 2023), comme indiqué plus en détail dans le tableau ci-dessous. Pour la quatrième tranche de 2024, AFP a l'intention, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale qui se tiendra le 22 mai 2024, d'attribuer aux membres de la Direction Supérieure, conformément au Performance Share Plan, des Performance Shares pour un montant total de EUR 240'000, comme indiqué plus en détail dans le tableau ci-dessous.

Compte tenu de l'Offre, le Conseil d'Administration a décidé, entre autres, sous réserve que toutes les conditions de l'Offre soient remplies ou qu'il y soit renoncé, de modifier le Performance Share Plan comme suit: (i) les périodes de blocages des droits applicables seront accélérées afin qu'elles prennent fin au plus tard le dernier jour de négociation précédant la date de règlement et que tous les droits des détenteurs des Performance Shares soient intégralement débloquée à cette date (cette date, la **Accelerated Vesting Date**); (ii) les Performance Shares seront débloquées à 100 % du nombre de base d' Actions-AFP, de sorte que chaque détenteur des Performance Shares aura droit à 100 % du nombre cible d' Actions-AFP à l' Accelerated Vesting Date; (iii) les paiement des Performance Shares se fait en espèces au lieu des Actions-AFP et, à cette fin, chaque droit à des Action(s)-AFP dans le cadre du Performance Share Plan converti en droit de recevoir un montant en francs suisses égal au Prix de l'Offre par Action-AFP, qui sera versé aux détenteurs de ces actions à la date d'exécution.

Au moment de la rédaction du présent rapport, les membres de la Direction Supérieure détiennent le nombre suivant d'Actions-AFP et les droits suivants résultant des ajustements du Performance Share Plan mentionnés ci-dessus :

Actions-AFP détenues		Actions-AFP attribuées dans le cadre de l'Offre et converties en droit à un paiement en espèces			
		Tranche 2021	Tranche 2022	Tranche 2023	Tranche 2024 <sup>3</sup>
Igor Arbanas <sup>4</sup>		4'378	0	0	0
Johannes Steurer	52'375	2'357	5'791	8'309	max. 16'897
Lukas Kothbauer	10'000	0	3'118	4'985	max. 10'138
<b>Total</b>	<b>62'375</b>	<b>6'735</b>	<b>8'909</b>	<b>13'294</b>	<b>max. 27'035</b>

Sauf en leur qualité d'actionnaires de l'AFP et à la suite des ajustements du Performance Share Plan résumés ci-dessus, l'Offre n'a aucune incidence financière pour les membres de la Direction Supérieure.

### 5.3 Rémunération et avantages

En dehors de la rémunération décrite ci-dessus, les membres du Conseil d'Administration et de la Direction Supérieure ne reçoivent aucune autre rémunération ou avantage en lien avec l'Offre.

## 6 Intentions des actionnaires qualifiés de l'AFP

A la connaissance du Conseil d'Administration, les actionnaires suivants détiennent, à la date de publication du présent rapport, une participation égale ou supérieure à 3 % des droits de vote de l'AFP:

L'ayant droit économique	Actionnaires directs	Actions
Michael Tojner	Montana Tech Components AG	53.58%
FIL Limited		3.9%
IBS Fund Management B.V.	SilverCross Global Small-Cap Fund	3.39%
Martin Ohneberg	Xoris GmbH	3.08%
Fidelity Funds SICAV		3.01%

<sup>3</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, les parts de la tranche 2024 n'ont pas encore été attribuées.

<sup>4</sup> Ancien membre de la Direction Supérieure.

MTC et Xoris ont accepté de vendre leurs Actions-AFP à l'Offrante dans le cadre du SPA. Un résumé des principales conditions du SPA figure à la section D3.2 du Prospectus de l'Offre. Le Conseil d'Administration n'a pas connaissance des intentions de FIL Limited, IBS Fund Management et Fidelity Funds SICAV en ce qui concerne l'Offre.

## **7 Mesures de défense selon l'art. 132 al. 2 LIMF**

Le Conseil d'Administration n'a pas pris de mesures de défense contre l'Offre et n'a pas l'intention de prendre des mesures de défense à l'avenir ou de proposer à une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire de prendre de telles mesures.

## **8 Rapports financiers, informations sur les changements importants du patrimoine, de la situation financière, des résultats et des perspectives d'activité**

Les comptes consolidés de l'AFP au 31 décembre 2023 peuvent être consultés sur le site web de l'AFP à l'adresse <https://www.aluflexpack.com/investors-financial-publications/>. Le rapport annuel peut également être commandé rapidement et gratuitement (e-mail: [ir@aluflexpack.com](mailto:ir@aluflexpack.com); téléphone: +43 664 858 11 38).

A l'exception de la transaction à l'origine du présent rapport, et sauf si elle a été divulguée par ailleurs avant ou à la date du présent rapport (y compris le présent rapport), le Conseil d'Administration n'a connaissance d'aucun changement significatif dans la situation financière, les résultats ou les perspectives commerciales de l'AFP depuis le 31 décembre 2023 qui pourrait influencer la décision des actionnaires de l'AFP concernant l'Offre.

Reinach, 27 mars 2024

Pour le conseil d'administration d'AFP

Alois Bühler, Membre du Conseil d'Administration

## **G Décision de la Commission des OPA**

Le 27 mars 2024, la COPA a rendu la décision 864/02 dans l'affaire *Aluflexpack AG* et a décidé ce qui suit (traduction non officielle de l'original allemand) :

- "1. *L'offre publique d'acquisition de Constantia Flexibles GmbH aux actionnaires d'Aluflexpack AG est conforme aux dispositions de la Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF) et de ses ordonnances d'exécution.*
2. *Il est constaté que le passage de la convention d'exclusivité figurant dans la convention de transaction du 15 février 2024, selon lequel le conseil*

*d'administration d'Aluflexpack AG ne peut participer à des discussions ou à des négociations sur une proposition de transaction alternative que si celle-ci est estimée plus favorable aux actionnaires d'Aluflexpack AG, est invalide au regard du droit des offres publiques d'acquisition.*

3. *Il est constaté que le traitement prévu dans le cadre de l'offre des actions de performance, des actions fantômes, des bonus ainsi que des rémunérations des collaborateurs et membres du conseil d'administration d'Aluflexpack SA ne viole pas le principe de l'égalité de traitement et la best price rule au sens de l'art. 10 al. 1 OPAA.*
4. *Constantia Flexibles GmbH est tenue de publier le dispositif de la présente décision avec le prospectus d'offre.*
5. *La présente décision sera publiée sur le site internet de la Commission des OPA après la publication du prospectus d'offre de Constantia Flexibles GmbH.*
6. *Les frais à la charge Constantia Flexibles GmbH s'élèvent à CHF 209'813."*

## **H Mise en œuvre de l'Offre**

### **1 Information**

Les actionnaires d'AFP qui détiennent des Actions AFP dans leur dépôt bancaire seront informés de l'Offre par leur banque dépositaire et sont priés de suivre les instructions de la banque dépositaire.

### **2 Banque mandatée**

ZKB, ayant son siège à Zurich, Suisse, a été mandatée par l'Offrante pour l'exécution de l'Offre.

### **3 Actions AFP apportées**

Les Actions AFP apportées seront comptabilisées sur le numéro de valeur suisse séparé 133660914 (ISIN: CH1336609149; deuxième ligne de négoce). Une requête sera faite pour l'ouverture de la deuxième ligne de négoce pour ces Actions AFP le 17 avril 2024. Il est attendu que le négoce lors de la deuxième ligne de négoce prendra fin à l'échéance du Délai Supplémentaire d'Acceptation ou, en cas de Report conformément à la section A7.3 (*Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution*), à la fin du troisième Jour de Bourse précédant la Date d'Exécution.

### **4 Paiement du Prix de l'Offre/Date d'Exécution**

Conformément au droit Suisse des OPA, l'exécution d'une offre publique d'exécution doit en principe intervenir dans les dix (10) Jours de Bourse après la fin du délai supplémentaire d'acceptation (article 14 al. 6 OPAA). Toutefois, l'Offrante se réserve le droit de reporter l'Exécution de l'Offre conformément à la section A7.3 (*Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution*). Sur la base de l'analyse et de l'estimation actuelles de l'Offrante concernant le temps

nécessaire pour l'obtention de toutes les approbations réglementaires, et sous réserve de la satisfaction de toutes les Conditions de l'Offre, l'Offrante s'attend actuellement à ce que l'Exécution intervienne vers le quatrième trimestre 2024. Par conséquent, le paiement du Prix de l'Offre pour les Actions AFP qui auront valablement été apportées pendant la Période d'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation devrait avoir lieu vers le quatrième trimestre 2024.

## **5 Squeeze-out et décotation**

Comme indiqué à la section D2 (*Intentions de l'Offrante concernant AFP, son conseil d'administration et sa direction*), après l'Exécution de l'Offre, l'Offrante prévoit de demander l'annulation des Actions AFP restant en mains du public conformément à l'art. 137 LIMF, ou de fusionner AFP avec une Filiale de l'Offrante, les actionnaires publics d'AFP restants recevant, dans les limites autorisées par la loi, un dédommagement (en espèce), mais pas d'actions de l'entité absorbante. En outre, l'Offrante a l'intention de demander à AFP de requérir, après l'Exécution de l'Offre, la décotation des Actions AFP auprès de la SIX Exchange Regulation, conformément aux règlements de la SIX Exchange Regulation.

## **6 Frais et impôts**

Pendant la Période d'Offre (éventuellement prolongée) et le Délai Supplémentaire d'Acceptation, l'apport à l'Offre d'Actions AFP qui sont déposées auprès de banques en Suisse s'effectue sans frais ni charge fiscale. Tout droit de timbre de négociation suisse imposé sur la vente des Actions AFP à l'Offrante sera pris en charge par l'Offrante.

Les frais de bourse et de courtage habituels s'appliquent à l'achat et à la vente d'actions inscrites sur la deuxième ligne de négoce et sont à la charge de l'actionnaire acheteur et de l'actionnaire vendeur.

## **7 Conséquences fiscales possibles**

*Il est expressément recommandé à tous les actionnaires et ayants droits économiques d'AFP de faire apprécier les impacts fiscaux de cette Offre ainsi que de son acceptation, respectivement de son refus, par leur propre conseiller fiscal à propos des conséquences fiscales suisses et, le cas échéant, étrangères qui s'appliquent à eux.*

De manière générale, les conséquences fiscales pour les actionnaires d'AFP qui apportent leurs actions sont les suivantes :

### **7.1 Conséquences fiscales suisses pour les actionnaires qui APPORTENT leurs Actions AFP à l'Offre**

Aucun impôt anticipé suisse ne sera prélevé sur la vente d'Actions AFP dans le cadre de la présente Offre.

Il est probable que les actionnaires d'AFP ayant leur domicile fiscal en Suisse et apportant leurs Actions AFP à l'Offre subissent les conséquences fiscales suisses

suivantes en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques et d'impôt sur le bénéfice des personnes morales :

- Conformément aux principes généraux de l'imposition des revenus en Suisse, les actionnaires détenant leurs Actions AFP dans leur fortune privée et apportant leurs Actions AFP à l'Offre réalisent soit un gain en capital privé non soumis à l'impôt, soit une perte en capital fiscalement non déductible, à moins que l'actionnaire n'ait la qualité de commerçant professionnel de titres.
- Les actionnaires détenant leurs Actions AFP dans leur fortune commerciale ou qui ont, par exemple, la qualité de commerçants professionnels de titres, et qui apportent leurs Actions AFP à l'Offre réalisent soit un gain en capital imposable, soit une perte en capital fiscalement déductible, en fonction de la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu de leurs Actions AFP, conformément aux principes généraux de l'impôt suisse sur les revenus des personnes physiques et morales.

Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse ne sont pas soumis à l'impôt suisse sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt suisse sur le bénéfice des personnes morales, à moins que leurs Actions AFP ne soient attribuées à un établissement stable ou à une installation fixe d'affaires en Suisse. Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse sont toutefois tenus de vérifier les conséquences fiscales qui peuvent se présenter dans le pays dans lequel ils séjournent ou sont établis.

## **7.2 Conséquences fiscales suisses pour les actionnaires qui N'APPORTENT PAS leurs Actions AFP à l'Offre**

### **7.2.1 Si l'Offrante détient plus de 98% des droits de vote d'AFP après l'Exécution**

Si l'Offrante et ses Filiales détiennent plus de 98% des droits de vote d'AFP après l'Exécution, l'Offrante a l'intention de demander l'annulation des Actions AFP encore en mains du public, conformément à l'article 137 LIMF. Dans un tel cas de figure, les conséquences fiscales suisses pour les détenteurs d'Actions AFP seront les mêmes que s'ils avaient apporté leurs Actions AFP à l'Offre (voir ci-avant).

### **7.2.2 Si l'Offrante détient entre 90% et 98% des droits de vote d'AFP après l'Exécution**

Si l'Offrante et ses Filiales détiennent entre 90% et 98% des droits de vote d'AFP après l'Exécution, l'Offrante prévoit de fusionner AFP avec une Filiale contrôlée directement ou indirectement par l'Offrante, dans chaque cas conformément à l'article 8 al. 2 et l'article 18 al. 5 de la Loi sur la fusion, avec dédommagement des actionnaires publics restants (en espèces) et sans contre-prestation au moyen d'actions dans la société reprenante.

- Le dédommagement versé aux actionnaires minoritaires restants d'AFP (indépendamment du lieu de leur domicile fiscal) dans le cadre de la fusion *squeeze-out* peut, selon la structure que prendra cette dernière et le dédommagement, être sujet à un impôt anticipé suisse de 35%, retenu sur la différence entre (i) le montant du dédommagement et (ii) la somme de la valeur nominale des Actions AFP concernées et de la part proportionnelle des réserves issues d'apports en capital d'AFP attribuées aux Actions AFP respectives. Sur demande et suivant le statut fiscal, le domicile fiscal et la déclaration fiscale de l'actionnaire, l'impôt anticipé Suisse est entièrement, partiellement ou pas du tout remboursé.
- Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions AFP dans leur fortune privée pourraient réaliser un gain imposable sur la différence entre (i) le montant du dédommagement et (ii) la somme de la valeur nominale des Actions AFP concernées et de la part proportionnelle des réserves issues d'apports en capital d'AFP attribuées aux Actions AFP respectives.
- Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions AFP dans leur fortune commerciale, par exemple les actionnaires qualifiés de commerçants professionnels de titres, réalisent soit un gain en capital imposable, soit une perte en capital fiscalement déductible, en fonction de la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu de leurs Actions AFP conformément aux principes généraux de l'impôt suisse sur les revenus des personnes physiques et morales.

Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse ne sont pas soumis à l'impôt suisse sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt suisse sur le bénéfice des personnes morales, à moins que leurs Actions AFP ne soient attribuées à un établissement stable ou à une installation fixe d'affaires en Suisse. Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse sont toutefois tenus de vérifier les conséquences fiscales qui peuvent se présenter dans le pays dans lequel ils séjournent ou sont établis. Voir ci-avant en ce qui concerne l'impôt anticipé suisse.

## **I Calendrier indicatif**

2 avril 2024	Publication du Prospectus d'Offre
3 avril 2024	Début du Délai de Carence
16 avril 2024	Fin du Délai de Carence
17 avril 2024	Début de la Période d'Offre
16 mai 2024	Fin de la Période d'Offre, 16:00 heures HAEC*
17 mai 2024	Publication du résultat intermédiaire provisoire*



22 mai 2024	Assemblée générale annuelle d'AFP
23 mai 2024	Publication du résultat intermédiaire définitif*
24 mai 2024	Début du Délai Supplémentaire d'Acceptation*
6 juin 2024	Fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation, 16:00 heures HAEC*
7 juin 2024	Publication du résultat final provisoire*
12 juin 2024	Publication du résultat final définitif*
Env. 4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	Exécution de l'Offre*

\* L'Offrante se réserve le droit de prolonger la Période d'Offre selon le paragraphe A5 (*Période d'Offre*) une ou plusieurs fois, ce qui entraînerait un décalage des dates susmentionnées. Par ailleurs, l'Offrante se réserve le droit de reporter l'Exécution de l'Offre selon le paragraphe A7.3 (*Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution*). Sur la base de l'analyse et de l'estimation actuelles de l'Offrante concernant le temps nécessaire pour l'obtention de toutes les approbations réglementaires, et sous réserve de la satisfaction de toutes les Conditions de l'Offre, l'Offrante s'attend actuellement à ce que l'Exécution intervienne vers le quatrième trimestre 2024.

## **J Droit applicable et for**

L'Offre, ainsi que tous les droits et obligations qui en découlent ou qui sont liés à l'Offre, sont régis par le droit matériel suisse et interprétés conformément à celui-ci, à l'exclusion de la Convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandise, et sans donner effet aux dispositions en matière de choix de droit ou conflit de droit ou toute autre disposition qui entraînerait l'application des lois d'une juridiction autre que la Suisse. Le for judiciaire exclusif pour tous les litiges découlant de l'Offre ou en rapport avec celle-ci est à Zurich 1, Suisse.

## **K Publications**

Le présent Prospectus d'Offre ainsi que toutes les autres publications de l'Offrante en lien avec l'Offre sont publiés sur le site internet de l'Offrante (<https://www.afp-tender-offer.com>) et sont communiqués sous forme électronique aux médias principaux suisses, aux prestataires d'information importants actifs en Suisse, aux médias électroniques de distribution d'informations boursières importants, ainsi qu'à la Commission des OPA.

Le présent Prospectus d'Offre peut être obtenu sans frais en langues allemande, française et anglaise auprès de la Banque Cantonale de Zurich, case postale, 8010 Zurich, Suisse (email : [prospectus@zkb.ch](mailto:prospectus@zkb.ch); téléphone : +41 44 292 20 11).